l'unité

M 2805 - N° 419 - 6 F — L'hebdomadaire du Parti socialiste — 18 avril 1981

Campagne: l'espoir a changé de camp
(page 2)

Français de l'étranger: halte au butin anti-démocratique
(page 2)

"Truands" du patronat et "gorilles" du candidat-citoyen
(page 5)

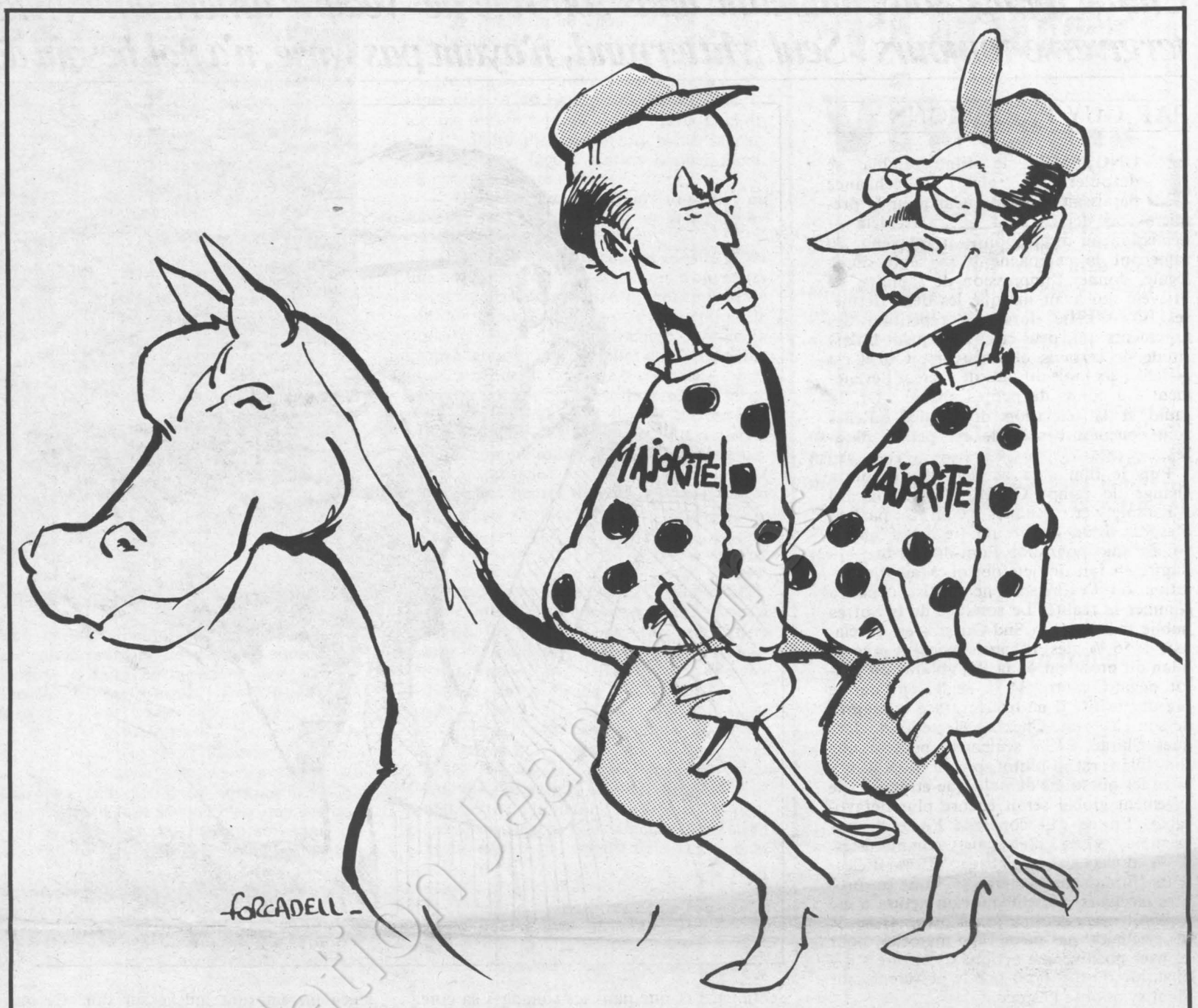
La belle et le tueur de bêtes
(page 6)

Filoutage et matraquage sont les deux mamelles des médias aux ordres
(page 7)

Energie nucléaire: nationale et bon marché... voire!
(page 8)

Musique: l'homme qui venait du Nord
(page 10)

Le temps de la maturité
PAR MICHEL ROCARD
(page 12)



Qui a peur de l'effet Chirac?

PAR CLAUDE ESTIER

APRES avoir répondu à la dernière question qui lui était posée dimanche dernier au Club de la presse, Valéry Giscard d'Estaing a lu un texte de conclusion auquel il semblait tenir tout particulièrement — c'est en tout cas le seul papier qu'il avait devant lui — et dans lequel, en quinze lignes, étaient contenus cinq fois le mot « espoir » et cinq fois le mot « France » à partir d'une phrase qui mérite d'être méditée : « Et maintenant, je n'ai pas l'intention de présenter ma candidature comme étant la confirmation de ce que j'ai fait ; je veux l'associer à l'idée d'espoir. »

Cette phrase, que les auditeurs n'ont peut-être pas retenue, traduit toute la difficulté que le candidat sortant rencontre depuis le début de sa campagne en même temps que les efforts laborieux et quelque peu désordonnés qu'il déploie pour tenter de la surmonter.

Parti de façon tonitruante, avec ce qu'il croyait être l'avantage de sa fonction de président sortant, Giscard s'est rapidement aperçu qu'en fait le lourd bilan de son septennal ôtait beaucoup de crédibilité aux promesses accumulées pour demain. Dans un premier temps, il s'est efforcé d'enjoliver ce bilan en concédant même qu'il comportait un échec pour ce qui concerne l'emploi. Mais cela n'a pas suffi à entraîner la conviction au-delà de ses partisans inconditionnels. Il a alors estimé qu'il lui fallait descendre davantage dans l'arène et, lui qui avait d'abord annoncé qu'il ne s'occuperait pas des autres candidats, s'en prendre directement à son principal adversaire François Mitterrand. Sans davantage de succès puisque le candidat socialiste a continué, jour après jour, à opposer tranquillement au bilan de faillite de Giscard des propositions concrètes répondant de manière précise aux préoccupations des citoyens.

Alors, renonçant à défendre ce bilan qui lui colle à la peau comme la tunique de Nessus, le président sortant adopte un autre ton que François Mitterrand a fort justement appelé celui de l'« enflure » : il est l'« espoir », il est « la France ». Autrement dit — et il le dit — critiquer son comportement et son programme, c'est ruiner l'espoir, c'est insulter la France et les Français comme si ceux-ci, dans leur ensemble, s'identifiaient à lui. Argument dont la pauvreté est apparue, toujours au Club de la presse, quand Giscard a prétendu avoir « rencontré les Français » et compris le sens de leurs applaudissements, comme s'il pouvait lui-même croire que le public de ses meetings représente un échantillon véritable de l'opinion publique.

En fait, à dix jours du premier tour, devant sa campagne qui piétine et les sondages qui restent mauvais, Giscard d'Estaing, qui n'a guère l'habitude des batailles difficiles, se voit contraint à un nouveau changement de tactique. Celui-ci s'est amorcé au début de cette semaine avec les attaques brusquement portées par plusieurs de ses lieutenants — Chinaud, Galley, Lecanuet et quelques autres — contre Jacques Chirac, soudain accusé de se comporter « comme le destructeur systématique de Giscard ». Alors que jusque-là les instructions diffusées par l'état-major de la rue de Marignan étaient d'ignorer le candidat du R.p.r. afin de préserver toutes les chances de regroupement au second tour des électeurs de cette ex-majorité désormais à deux têtes.

Certes, la campagne de Chirac, la démagogie effrénée à laquelle il se livre en combattant aujourd'hui une politique qu'il a soutenue tout au long du septennat, constitue pour Giscard un obstacle dont il n'avait certainement pas prévu l'ampleur. Mais en s'engageant à son tour dans la polémique avec son ancien Premier ministre, il prend le risque de brouiller encore un peu plus l'image de rassembleur grâce à laquelle il espérait s'imposer.

Le président-candidat dispose, certes, encore de ressources qui sont précisément celles que lui fournit le Pouvoir. Il s'en est déjà beaucoup servi et le fera encore sans aucun doute dans les jours prochains. Reste à savoir si elles seront suffisantes pour corriger les graves erreurs d'appréciation commises par ses stratèges et lui-même depuis le début de sa campagne.

Tâche d'autant plus difficile que la véritable obstacle — largement sous-évalué au départ par les giscardiens — à la réélection du candidat sortant n'est pas l'agitation de Chirac qui aura disparu de la compétition au soir du premier tour, mais bien la campagne sereine, méthodique, convaincante que mène François Mitterrand et qui lui rallie aujourd'hui des soutiens bien au-delà de l'électorat socialiste. Le dernier en date des sondages de la Sofres indique qu'un Français sur deux serait satisfait de l'élection du candidat socialiste, alors qu'ils ne seraient que 38 % pour Giscard et 29 % pour Chirac, ce qui souligne encore un peu plus le caractère dérisoire de la prétention du président sortant de s'identifier — c'est encore sa conclusion de dimanche dernier — à « l'espoir pour la France », à « l'espoir pour les Français. »

L'espoir existe. Il grandit chaque jour. Mais il n'est pas dans le camp giscardien. ●

Fondation Jean Jaurès

CAMPAGNE EN VUE DE L'ELECTION PRESIDENTIELLE

L'espoir a changé de camp

Malgré la machine gouvernementale à sa dévotion, Giscard ne "décolle" toujours pas, Chirac mange son pain blanc dans son rôle de "vedette américaine", Marchais tergiverse toujours. Seul Mitterrand, n'ayant pas varié, n'a nul besoin de modifier son image

PAR GUY PERRIMOND



LONGTEMPS le film sembla se dérouler au ralenti. L'échéance paraissait lointaine. Car pour la première fois depuis 1965 aucun accident — démission ou disparition — n'est venu, en ramenant la campagne a sa seule durée légale, donner l'impression de rapidité, de brièveté qui avait marqué les deux dernières. C'est cette durée, la répétition des arguments qui, peut-être, expliquent la lassitude de certains observateurs. Car il est difficile, six mois durant, de « créer l'événement » à coups de petites phrases. Or, la radio et la télévision ont, telles qu'elles sont conçues, besoin de ces petites phrases...

Puis le film s'est accéléré et l'espoir a changé de camp. Certes, Valéry Giscard d'Estaing et Jacques Chirac parlent d'espoir. L'un veut le rendre aux Français — au fait pourquoi l'ont-ils perdu ? — l'autre en fait un acte de foi. Mais l'incantation ou l'exorcisme ne suffisent pas à gommer la réalité. Le sondage de la Sofres publié mardi par « Sud-Ouest » est révélateur : 56 % des Français pensent que le bilan du président de la République est plutôt négatif contre 34 % seulement qui le jugent positif. Il ne trouve grâce qu'auprès de son électorat. Chez les électeurs de Jacques Chirac, 34 % seulement pensent que son bilan est « plutôt positif ». S'il n'y avait les questions de politique étrangère, le jugement global serait encore plus défavorable. En ce qui concerne l'emploi, par exemple, 97 % d'électeurs communistes, 93 % d'électeurs socialistes, 85 % d'électeurs chiraquiens et même 45 % de ses propres électeurs pensent que son action a été « plutôt négative ». Il y a à peine 41 % de ses électeurs pas même une majorité, pour trouver positive son action. C'est dire s'il y a peu de raisons pour que le président candidat symbolise l'espoir...

L'ouverture de la campagne officielle a d'ailleurs montré à quel point la démocratie française fonctionne mal : le nombre de ce qu'on a appelé les « petites candidatures » est sur ce point révélateur. Si chaque groupe ou sous-groupe pouvait s'exprimer normalement tout au long de l'année, si une idée, une opinion pouvait peser sur le fait majoritaire, sur le fonctionnement des pouvoirs publics, dans les relations entre les partenaires sociaux, bref si du 1er janvier au 31 décembre la démocratie fonctionnait correctement, les représentants de ces groupes ou sous-groupes, les porteurs d'idées un moment marginaux, n'auraient pas besoin d'entrer en campagne pour tenter d'exister, de durer. Car la candidature à la présidence de la République pérennise, Arlette Laguiller peut en témoigner. Et si certains, par goût du pouvoir ne serait-ce que sur leur groupe, s'y risquaient, bien peu d'élus, sachant que ces candidats à la candidature ont la possibilité de s'exprimer, accepteraient de compliquer, de morceler un débat majeur.

Il a suffi d'une soirée de télévision officielle pour mesurer par ailleurs à quel point la France était figée. La réglementation en vigueur oblige, au nom d'une égalité constamment violée, les dix candidats, assis derrière un bureau symbole d'une autorité future, un œil sur la caméra, l'autre sur la montre, à tenter de ne pas disparaître dans la grisaille commune. Exercice difficile pour les candidats et souvent pénible pour les auditeurs. En 1965, apparaître à la télévision — même dans ces conditions — pouvait agir comme un révélateur. Mais depuis seize ans les techniques ont évolué, l'œil et l'oreille des Français aussi. Et ne pas modifier le règlement, refuser aux candidats un minimum de liberté, déposer vingt-quatre heures à l'avance une aussi pauvre — en termes techniques — émission, prouve à quel point les responsables actuels sont devenus « frileux », à quel point ils ont peur du moindre changement. A vrai dire ils pensent pouvoir faire confiance aux émissions « normales » pour soutenir leur candidat. Et là, plus question d'égalité. Et pourtant...

Il y a trois mois à peine, Valéry Giscard d'Estaing était persuadé qu'il lui suffirait d'annoncer sa candidature pour que l'opinion, bouleversée, revienne à de meilleurs sentiments et que dans les sondages sa cote cesse de décroître. Or, il n'en a rien été. Le président s'est déclaré candidat, sa cote s'est encore effritée. Il a transféré de l'Elysée à la rue de Marignan — une trop vieille histoire pour qu'elle lui porte bonheur — son état-major et l'Etat tout court. L'effritement n'a pas cessé. Il a couru le meeting, abandonné le style père noble, retrouvé une agressivité soigneusement cachée. Cela n'a rien changé. Il a sorti de son chapeau un accord à Bruxelles, un emprunt avec Bonn. Rien n'y a encore fait. Lorsqu'il a évité de parler de l'emploi — et on comprend qu'il n'aime pas le sujet — les Français l'ont trouvé léger. Lorsqu'il a tenté d'en parler ils l'ont trouvé encore plus léger.

Il en est de même pour « l'emprunt ». Annoncée il y a trois mois, une telle décision n'aurait supporté que les commentaires sur l'utilisation des fonds ainsi recueillis. Il n'en est pas de même à trois semaines d'une élection. D'autant qu'un précédent célèbre, l'emprunt Giscard 1973, a montré que la « technique économique » du président n'était pas toujours fiable. Cette année-là, pour emprunter 6,5 milliards de francs, le ministre de l'Economie lança un emprunt indexé sur l'or. Ce qui était pour le moins imprudent. Six ans seulement après la date d'émission, une obligation de 1 000 F a déjà rapporté 1 644,64 F. Les banques, les compagnies d'assurance, les spéculateurs et quelques rares petits épargnants auront fait des profits « fabuleux ». La fédération des finances C.f.d.t. a calculé que sans modification — c'est-à-dire à moins que l'Etat ne revienne sur sa parole — les 6,5 milliards empruntés en 1973 auront coûté à l'Etat... plus de 100 milliards. C'est dire si parler d'emprunt était maladroit !

Bref, malgré l'aide de toute la machine gouvernementale, le président-candidat n'arrive toujours pas à freiner ce qui est plus qu'une perte de confiance. En 1974, il avait obtenu au premier tour 32,9 %. Il y a un mois il était déjà au-dessous de la barre des trente. La semaine dernière le sondage que « le Figaro » refusa de publier ne le créditait plus que de 27 %.

Jacques Chirac, lui, mange son pain blanc. Et il le sait. Car jusqu'au 26 au soir, il peut faire semblant, fuir certaines questions, jouer les opposants. Dans ce rôle, il semble parfois à l'aise, son énergie remplaçant le rayonnement, sa foi venant au secours de la conviction, sa fougue lui permettant de ne vivre que le présent. C'est un des rares candidats à souhaiter, dans les moments de solitude, que la campagne s'éternise. Car aujourd'hui il a un grand rôle. Et demain il ne sera plus qu'une « vedette américaine » ayant terminé son numéro. Mais surtout il lui aura fallu faire, et annoncer, son choix. Ce qui est moins simple qu'il ne paraît. Car l'électorat gaulliste, lui aussi, a quelques doutes sur les qualités du président sortant. Et même si la cohésion de l'ensemble de l'électorat de droite est connue — les troubles de conscience semblant être réservés à la gauche — il faudra à Jacques Chirac beaucoup de circonlocutions pour convaincre l'ensemble de ses électeurs d'adorer ce qu'aujourd'hui il brûle.

Georges Marchais, lui, a dû penser au deuxième tour dès avant le premier. Ce n'est pas pour rien que depuis une semaine le discours communiste a retrouvé des accents unitaires. C'est que si Chirac pense pouvoir accroître ses voix en cultivant la différence, Marchais semble avoit compris qu'il lui fallait au contraire la gommer. Et qu'à poursuivre comme ces derniers mois, il risquait fort de se retrouver quatrième. Ce qui pourrait poser des problèmes à la gauche en général et à la direction du P.c.f. en particulier. Les intonations nouvelles du candidat communiste ont donc un objectif immédiat : maintenir le pourcentage communiste et — peut-être ? — préparer la suite.

Pour la candidat socialiste les choses vont autrement : n'ayant pas varié, il n'a nul besoin de modifier son image. Ayant élaboré des propositions à partir d'un manifeste adopté en janvier, il n'a pas besoin d'utiliser des gadgets, de courir après l'actualité, en un mot de bâtir sa campagne en fonction des autres. C'est ce qui fait sa « force tranquille ».

Car l'essentiel, ce à quoi le président-candidat cherche à échapper, le bilan catastrophique de son septennat — l'Insee vient de calculer la perte du pouvoir d'achat des salariés pour l'année 1980 : 0,8 % ne prend son sens que face à des propositions crédibles. Si le candidat socialiste ne présentait pas une « autre politique », si les Français ne pensaient pas que cette politique est possible, réaliste, bref s'il n'existait pas une alternative à la politique actuelle, l'action du président de la République ne pourrait pas être jugée aussi sévèrement.

C'est pour cela, pour tenter de limiter la crédibilité des propositions de François Mitterrand que Giscard d'Estaing invente de faux chiffrages. Car l'état-major de la rue de Marignan a bien compris que la hausse des prix, la croissance du chômage, l'accroissement des inégalités, ne peuvent suffire : il n'y a pas de fatalité historique ! C'est parce qu'une autre politique est possible, c'est parce que le P.s. a préservé l'espoir un moment brisé, que le « bilan » est pour les autres candidats, et d'abord pour le président-candidat, proprement insupportable. ●

FRANÇAIS DE L'ETRANGER

Halte au butin antidémocratique

PAR EMMANUELE PLAS

UN million et demi de nos compatriotes vivent à l'étranger. On compte parmi eux 800 000 électeurs potentiels, dont environ la moitié est inscrite sur les listes électorales et votera les 26 avril et 10 mai prochains. Les observateurs font déjà remarquer que les Français de l'étranger pèseront de tout leur poids dans une élection qui risque d'être très serrée.

En 1978, le vote des Français de l'étranger avait constitué le scandale majeur des élections législatives. C'était la première fois que les Français expatriés pouvaient voter par procuration. Dès le mois de novembre 1977, la presse se faisait l'écho de manœuvres frauduleuses, de racket des voix des électeurs vivant en dehors des frontières. Presque chaque jour une nouvelle fraude venait alimenter le feuilleton du scandale.

L'Etat lui-même y était mêlé. Ministre des Affaires étrangères, fonctionnaires en place et sur place, usant notamment de la valise diplomatique, coordonnaient une opération étrange au premier abord. Grâce à des liasses de procurations signées en blanc qui transitaient par le ministère ou grâce à de « pressantes » invitations, les Français d'Autriche s'inscrivirent dans les neuvième et dixième circonscriptions de Paris, ceux de Munich dans la seizième circonscription, ceux du Gabon dans la vingt-cinquième. Les résidents en Côte-d'Ivoire avaient été invités à porter leurs suffrages à Marseille et à Montpellier. Madagascar avait porté

DROITE

Ces dames sont servies...

Astiquées, souriantes, on les sort comme on sort l'argenterie, bien briquées. Les épouses des candidats de droite jouent désormais un rôle dans la campagne. "Comme un meuble", a dit Lionel Jospin. Bergère ou causeuse ?

PAR MICHELE KESPI

BERNADETTE et Jacques déboulent main dans la main sur les pelouses du parc des Princes. Ils parcourent ensemble, en petite foulée sportive, couple bien accordé, les vingt mètres qui les séparent de la tribune. Plus tard, dans cet après-midi du 11 avril, on les verra lever leurs bras enlacés dans le V gaullien de la victoire.

Anne-Aymone et Valéry, eux, s'embrassent pudiquement à la « Une » de l'hebdomadaire « Elle », daté du 13 avril. Quelques semaines plus tôt, quand le président annonce sa candidature à la télévision, Anne-Aymone est là, à ses côtés — mais en retrait. « Comme un meuble », dira Lionel Jospin.

Femmes potiches, infimes et dérisoires moitiés de leur grand homme, les épouses des candidats de droite sont aujourd'hui membres actifs de la campagne électorale de leur seigneur et maître. Le féminisme, on s'en doute, n'y est pour rien. Si Giscard ou Chirac exhibent leurs femmes, c'est simplement parce que la méthode a déjà fait ses preuves aux Etats-Unis, où, autant qu'un président, on élit un couple présidentiel. Là-bas, on joue le « ticket ». Pour la première fois, nous voilà touché par le phénomène. Modernes, les prétendants à l'Elysée. Finie, l'épouse muse et inspiratrice que l'on reléguait dans les murs du palais. Astiquée, souriante, dynamique, on la sort désormais, comme on sort l'argenterie, bien briquée, pour les dîners où il faut en imposer. Sous un aspect new-look, la bonne vieille tradition de droite est là, solidement ancrée.

Si ces dames, s'inspirant de Jackie Kennedy, Betty Ford ou Rosalyn Carter sont désormais aux premières loges, elles conservent néanmoins toute la modestie qui sied à notre sexe. Aux côtés de leurs maris ? Non, tout de même pas.

Bernadette Chirac marche derrière le sien quand il monte à une tribune... et quand elle est assise, on ne voit poindre que le bout de son nez. Sans doute, comme dans l'ancien régime, n'a-t-elle droit qu'au tabouret, alors que son candidat d'époux dépose son auguste et mâle postérieur sur un siège plus haut...

Anne-Aymone Giscard d'Estaing est assise derrière son citoyen-candidat quand il annonce aux Français son intention de se présenter. En retrait, et silencieuse. Normal, confie-t-elle dans l'interview accordée à « Elle » : « J'étais là pour exprimer mon accord avec ce que faisait mon mari... c'est lui qui sera élu. Je n'avais pas de raison de parler. »

On apprend beaucoup de choses en regardant et en écoutant parler « la première dame de France » dans les colonnes de cet hebdomadaire. On y voit Anne-Aymone posant aux côtés de Valéry, à une fenêtre de l'Elysée : droits comme des i, ayant l'air de s'ennuyer quelque peu, regardant la France au fond des yeux (pour un début elle a bien chopé le coup, il faut reconnaître), le couple présidentiel, uni, nous propose l'image morose du septennat nouveau. Mais Anne-Aymone sait aussi être seule, pour travailler à son bureau, prendre l'air sur la terrasse du p.c. de la rue de Marignan, ou jouer avec ses chiens, vêtue d'un simple tailleur Chanel, dans le parc de l'Elysée. On la voit aussi poussant, comme vous et moi, son caddy au Radar de Château-Renault, près d'Authon, ou faisant son marché en toute simplicité en loden bon chic-bon genre. Le temps de la dernière photo, elle rejoint son mari pour danser un soir de bal : la légende nous apprend qu'elle « aime Dior, Chanel et Sherrer... » Mais avec quelle nostalgie discrète avoue-t-elle que l'élégance compte parce qu'elle y est obligée : « Ne pas devoir faire toujours attention à ce que l'on porte, à l'aspect que l'on doit avoir, ce serait assez reposant... » Dures servitudes du métier. C'est beau, un cœur qui s'ouvre... pauvre Madame Giscard, que ne peut-elle endosser une blouse d'ouvrière pour travailler à la chaîne. Enfin, tout le monde n'a pas la chance d'être O.s.

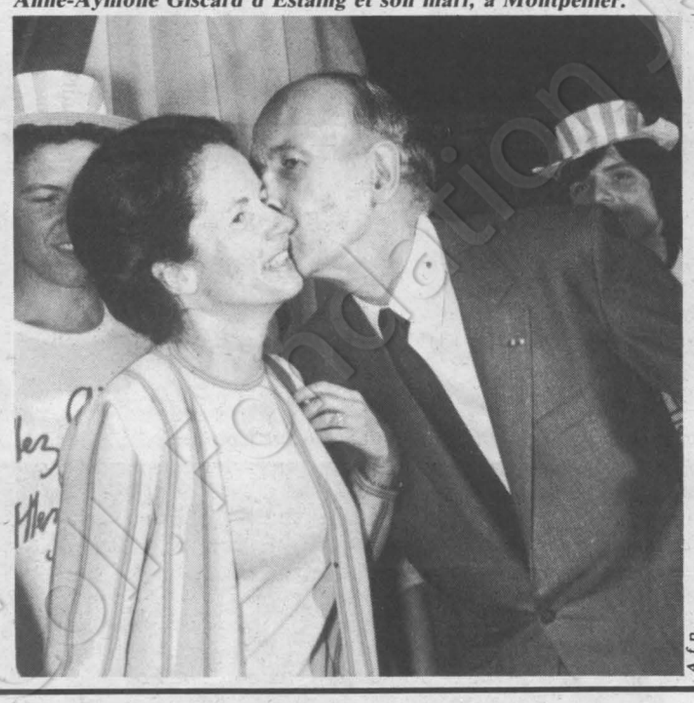
D'ailleurs, elle est digne, notre présidente. Elle ne se plaint pas. A la journaliste de « Elle » qui lui demande : « Peut-on être libre en étant la femme du Président ? », elle répond : « On peut être libre. A condition d'accepter les contraintes que cela représente (sic) mais c'est une liberté. » Et quelle liberté ! « Quand mes enfants ont été grands, j'ai envisagé de travailler. Mais c'est arrivé juste au moment où mon mari a été élu... » Aujourd'hui, elle ne chôme pas : breefing quotidien rue de Marignan, voyages pour animer les comités de soutien, discours à prononcer... quand V.G.E. « est occupé ailleurs ». Commentaire de « Elle » : « En bonne femme de président, elle mène à sa manière et tout en douceur une action destinée non à se faire valoir, mais à promouvoir la carrière de son mari. »

Autre porte-drapeau de l'autre candidat de la droite, Bernadette Chirac cultive la même pieuse et rassurante image. Et quand elle ne dit pas tout ce qu'elle est prête à faire, son mari le fait pour elle. Le mensuel « Marie-Claire » interroge ce mois-ci les candidats. Parmi les questions : « Si vous êtes élu, votre conjoint inaugurera-t-il les crèches et les centres pour handicapés comme Madame Valéry Giscard d'Estaing ? » Réponse du maire de Paris : « Ma femme s'acquittera certainement de tous les devoirs qui incombent à l'épouse du président de la République. » (V.G.E., n'étant pas encore officiellement candidat au moment de cette enquête, n'a pas été soumis au questionnaire). A droite, les femmes des candidats n'ont qu'à bien se tenir. L'arme au pied, harnachées, fraîches, pimpantes, braves soldats de l'écurie qui œuvre pour le succès de leur conjoint.

Un rôle dérisoire, imposé et accepté, que refuse farouchement Danièle Mitterrand. Non, répond-elle à tous ceux qui veulent l'interviewer. Ce qui occupe Danièle aujourd'hui, dans son bureau du rez-de-chaussée de la rue de Solférino, c'est la campagne menée par « Solidarité » pour le Salvador. Présence discrète aux côtés du candidat socialiste, visage lumineux dans la foule d'un meeting, elle a aussi sa vie à elle — trente ans de militantisme — qu'elle entend continuer. « Epouse de candidat », très peu pour elle. Elle poursuit les activités qui l'ont toujours intéressée. Ce vendredi, elle est à Pau où a lieu une journée non stop d'information de « Solidarité ». Une militante parmi d'autres, dont « l'Unité » parlera la semaine prochaine. Une femme en plein accord avec elle-même, partageant dans l'autonomie, les convictions d'un mari à qui l'idée ne viendrait pas d'utiliser sa femme comme faire-valoir, sortie le temps d'une campagne électorale du magasin aux accessoires.

Quand « Marie-Claire » a posé à François Mitterrand la même question qu'à Chirac, sa réponse a tenu en peu de mots : « Ma femme n'est ni une dame d'œuvre, ni une potiche. » Bel hommage d'un homme de gauche à sa compagne. Un homme, une femme, deux socialistes. ●

Anne-Aymone Giscard d'Estaing et son mari, à Montpellier.



A.f.p.

Bernadette Chirac et le sien au parc des Princes.



Sygma

son choix sur Brest et sur l'Aube, tandis que le Liban s'était investi à Meaux. Auxerre eut la faveur des Mexicains alors que Dakar préférait Nice.

« Cet impudent racket, ces pressions officielles par écrit et par ondes mais aussi les pressions officieuses avaient pour but, observe Lionel Jospin, d'inciter nos compatriotes de l'étranger à voter pour la droite là où elle craignait que le siège ne lui échappât. » En l'espace de quelques jours, les juges d'instance eurent à statuer sur près de 15 000 recours, dont 85 % furent rejetés pour manque de preuves. François Mitterrand vient de rappeler dans un de ses récents meetings que, en 1978, les socialistes avaient dénombré des Français de l'étranger inscrits quatre, cinq, six fois dans des villes de province différentes. « Ce butin, a précisé le candidat socialiste, ce trafic antidémocratique a permis au Pouvoir de préserver quelques sièges. »

A l'issue du scrutin, le conseil constitutionnel dut quand même annuler l'élection de La Malène (R.p.r.) à Paris, qui ne l'avait emporté que de quelques voix sur Edwige Avice (P.s.) : 44 voix en provenance du Gabon avaient fait la différence !

Une semblable opération peut-elle être montée actuellement ? D'une telle envergure, il semble bien que non. D'abord parce que pour l'élection présidentielle il n'y a pas de circonscriptions électorales. Ensuite parce que depuis le scrutin pour les élections européennes, des centres de vote consulaires ont été installés. Encore en nombre insuffisant, mais ils sont tout de même 230, avec 135 000 électeurs inscrits.

Il restera, selon les spécialistes, environ 300 000 votes par procuration. Déjà le sénateur Caillavet, membre de la commission nationale de l'informatique et des libertés constate que sur plus de 132 000 personnes, résidant hors de France mais inscrits sur une liste électorale en métropole, plusieurs milliers ont fait l'objet d'un démarchage à domicile des consuls ou de leurs représentants : « Ceux-ci, estime le sénateur non inscrit du Lot-et-Garonne, se sont comportés en véritables sergents recruteurs. »

La législation française interdit toute propagande électorale à l'étranger. Ce qui est d'ailleurs contradictoire avec le principe de liberté de l'information. La droite tourne la loi par une multitude de moyens. Pour faire une propagande qui ne se nomme pas. Ainsi, l'Union des Français de l'étranger (U.f.e.), véritable organisme paragouvernemental, s'est arrogé le monopole de la représentation des Français de l'étranger. Et les recoupements sont nombreux entre la direction de l'U.f.e. et le Conseil supérieur des Français de l'étranger : le président et le directeur de l'U.f.e. en sont membres de droit. L'« establishment » de droite qui tient l'association comme le conseil tente, cette fois encore, de drainer les voix de nos compatriotes sur les candidats de droite. A Pondichéry, un ex-membre du Conseil supérieur des Français de l'étranger fait la retape pour Giscard, à coup de circulaires : « Il est de notre devoir de témoigner notre profonde gratitude à notre sympathique et dynamique président Giscard d'Estaing en votant en masse pour lui, en avril 1981. En le maintenant au pouvoir, il se souviendra de nous et n'hésitera pas à continuer à nous rendre service. » Ce propagandiste du candidat sortant va jusqu'à donner l'adresse du représentant de l'U.d.f. à Pondichéry : c'est ce dernier qui inscrit les électeurs sur les listes et leur délivre les cartes électorales ! Guy Penne, délégué national du P.s. aux Français à l'étranger, remarque que ces démarchages sont « pour le moins comparables à ceux qui ont abouti à l'annulation des listes électorales dans un certain nombre de municipalités, en France ». En effet, l'article L 11 du code électoral subordonne l'inscription, à la présentation d'une demande de l'intéressé.

D'autres moyens pour Giscard de racketter les voix : les voyages de ses ministres. Ainsi Raymond Barre s'est rendu au Maroc, Jean François-Poncet à New York. Chaque fois, ils ont présidé des réceptions de cinq cents à six cents invités. Des « partys » qui étaient en fait des réunions électorales. Les deux sénateurs — apolitiques mais votant avec la droite, bien sûr, puisqu'ils sont choisis par le Conseil supérieur des Français à l'étranger — qui représentent nos compatriotes se promènent beaucoup en cette période électorale et font, eux aussi, des réunions. Au Maroc, un agent consulaire fait la tournée des « petits vieux » et leur offre 600 F de la part de...Giscard.

Côté information, on a la preuve que celle des ouvriers français, travaillant sur des chantiers au Nigeria, a été purement et simplement confiée aux directions de leurs sociétés. A noter enfin qu'aucun contrôle n'est prévu pour les émissions de la campagne électorale sur Radio-France international.

Quant au fichier des électeurs français de l'étranger, le Parti socialiste n'a pu se le procurer que « moyennant paiement » alors que lesdits électeurs ont reçu il y a quinze jours déjà une lettre personnelle de Giscard : « Nous alerterons qui il faudra, a prévenu François Mitterrand, mais nous n'accepterons pas que le sort d'une démocratie se joue sur des cartes biseautées. » Car les socialistes sont bien décidés à ne plus permettre la fraude. Rue de Solférino, on reçoit d'ailleurs un courrier chaque jour plus nombreux de Français à l'étranger qui viennent se mettre à la disposition du P.s. pour empêcher les truquages. L'Association démocratique des Français de l'étranger, qui s'est créée récemment, compte bien, elle, faire pièce à l'U.d.f.e.

On sait d'ores et déjà qu'il y aura un représentant de François Mitterrand dans chacun des bureaux de vote consulaires. Depuis le Congrès de Metz, le mouvement de création de sections socialistes, à l'étranger, s'est accéléré. La dynamique de l'actuelle campagne entraîne la création de nombreuses autres sections. Alors là aussi, ce sera la générosité des idées, le travail des militants contre l'argent de la fraude. ●

LA CAMPAGNE DE FRANÇOIS MITTERRAND

La ferveur, la gaieté et l'espoir... surtout l'espoir





Dijon : arrivant au meeting avec Danièle, sa femme, et Pierre Joxe, président de l'Assemblée régionale de Bourgogne. Sygma

Le printemps est précoce à Bourges

PAR CHRISTINE COTTIN

de notre envoyée spéciale



Attendant son avion avec son frère Robert et des journalistes dont Christine Cottin.



Trouvant le temps de lire Julien Gracq dans l'avion du retour.



Fêté à Perpignan par des jeunes mariés et leurs invités.

« IL est dans une forme !... » Tandis que crépitent les applaudissements sous le chapiteau monté au cœur de la ville de Bourges, dans le coin réservé à la presse, les journalistes échangent des regards impressionnés, hochent la tête en connaisseurs. Lundi 13 avril, vingt-deux heures : cramponnés à leur caméra, leur magnétophone ou leur stylo, les chaussures boueuses après une journée de ballade dans la campagne morvandelle derrière le candidat socialiste, les reporters, malgré leur fatigue, ne peuvent s'empêcher d'admirer la performance.

Depuis une heure, François Mitterrand, debout à la tribune, silhouette découpée sur le fondu enchaîné bleu-blanc-rouge annonciateur de « l'autre politique », est en train de gagner son pari auprès des 4 000 personnes venues l'écouter. Tour à tour chaleureux, mordant, grave, souriant, drôle, lyrique, percutant, il envahit la salle d'on ne sait quel souffle qui transforme ce meeting en une sorte de mystérieux rendez-vous avec l'espoir.

Pourtant rien n'était gagné d'avance dans cette région du Centre où modération et juste milieu restent très cotés au hit parade des valeurs sûres. Les Berrichons, de surcroît, ne sont pas gens à s'en laisser conter. Pétris des valeurs traditionnelles de la terre, lents, obstinés et méfiants, ils redoutent l'aventure au point de flirter avec l'immobilisme.

Sans doute la gauche connut-elle des heures de gloire dans le Cher, mais il faut remonter au début du siècle pour la trouver florissante.

Depuis, impuissants face à l'usure du temps, les socialistes ont vu leur mouvement s'effriter jusqu'à l'anéantissement. A Bourges, ils n'ont présenté de candidat aux législatives ni en 1962, ni en 1967, ni en 1968 ! « Après Epinay, il a fallu tout reprendre à zéro », admet le secrétaire fédéral Jean Rousseau. Renaissance lente, laborieuse, entièrement dans les mains d'une poignée de militants aussi valeureux que peu nombreux.

Comment, dans ce contexte, ne pas craindre, pour le candidat socialiste, une salle clairsemée, une ambiance un peu tiède ? Au cours des campagnes électorales précédentes, réunir un millier de participants était une ambition à laquelle seuls les ténors — dont François Mitterrand — pouvaient aspirer. De mémoire de militant socialiste, dans le Cher, jamais on n'avait fait mieux.

Lundi dernier, dépassant tous les espoirs, ils sont 4 000, dont un bon millier, il est vrai, venus de la Nièvre, le département voisin bien connu pour son attachement au député-maire de Château-Chinon.

Parachevant la stupéfaction des organisateurs du meeting, les participants ont laissé au vestiaire leur réserve naturelle et la pondération qui les fait passer, aux yeux des Méditerranéens, pour de francs apathiques. Ils applaudissent à tout rompre, s'égosillent à scander « Mitterrand président » dès l'apparition du candidat, réagissent au quart de tour à la moindre inflexion de son discours. A Bourges, on n'en est encore pas revenu.

Il faut dire que les temps forts n'ont pas manqué. Une fois de plus, Giscard en a pris pour son grade.

« Candidat en 1965, cela faisait déjà six ans que Giscard d'Estaing dirigeait notre économie et nos finances. De 1959 à 1962, secrétaire d'Etat à l'Economie et aux Finances, de 1962 à 1966, ministre de l'Economie et des Finances. Là, petit accident : de Gaulle le renvoie. 1969 : il renvoie de Gaulle. De 1969 à 1974, toujours ministre des Finances. De 1974 à 1981, président de la République. Et voilà que le candidat, à trois semaines des élections présidentielles, pense qu'il faudrait alléger le poids de l'impôt pour les titulaires de revenus moyens ! Quelle convergence avec Jacques Chirac ! Ce dernier n'a-t-il pas proposé de faire disparaître la taxe professionnelle qu'on lui doit ! » Hurlements de rire dans l'assistance.

Flèches acérées, décochées avec précision. Il semble, désormais, que le candidat socialiste en ait plein son carquois. Et plus Giscard s'agite pour trouver des réponses et des contre-propositions susceptibles de sauver son trône, plus le carquois de Mitterrand s'alourdit.

Considérer, selon le vœu de Giscard, la politique étrangère, la défense et l'emploi comme des sujets « non partisans » ? Impensable ! « En somme, il aurait voulu m'emmener à Varsovie ! (...) Ou encore il aurait souhaité ma signature sur le contrat de vente de chars à Pinochet ! »

Incisif, ironique, il rappelle à quel point, depuis sept ans, « le protocole a pu tenir lieu de politique étrangère » !

Et cette « enflure » incroyable de la part de Giscard qui prétend, parce qu'on l'attaque, qu'on attaque la France ! Déplorer l'échec de sa politique, c'est s'attaquer aux Français ! Réponse glacée de François Mitterrand : « Vous n'avez pas le monopole de la France (...). Et pour préciser mon point de vue, je dirais à M. Giscard d'Estaing : quand vous chassiez chez Bokassa, ce n'était pas la France qui tuait l'antilope ou l'éléphant, c'était vous (...). Et ce n'est pas la France qui vend des armes aux dictateurs sanglants de l'Amérique latine, c'est vous ! »

Un moment d'émotion pour remercier les

militants au visage connu et tous les autres adhérents, sympathisants, sans lesquels il ne pourrait rien. Il leur dit à quel point c'est sa joie, sa fierté, son honneur d'être depuis tant d'années « le rassembleur du peuple de France ». « L'Internationale » a du mal à percer à travers les applaudissements. Voilà, c'est fini. Sans heurts, sous le regard bienveillant d'un service d'ordre décontracté, la foule s'écoule lentement, émue et ravie.

23 h 45. Un petit avion blanc et rouge attend le candidat socialiste pour le ramener à Paris. L'heure du repos n'est pas encore arrivée : il a promis une interview exclusive à une équipe de télévision, dépitée de s'être vu refuser le passage à l'antenne du reportage tourné au cours de l'après-midi non loin de Château-Chinon.

« Giscard à la télévision ? s'insurge le candidat socialiste, mais il y couche ! Pas besoin de payer le loyer : il est chez lui. Il nomme les directeurs de chaînes qui n'ont jamais autant mérité ce nom... »

Sous le grand chapiteau bleu, on commence à démonter les estrades. Les journalistes, les techniciens remballent leur matériel. D'une table de presse à l'autre, on s'interpelle, on plaisante, on échange ses impressions, on projette d'aller manger un morceau ensemble. C'était une bonne journée, baignée de soleil, nimbée du frémissement vert tendre des forêts de hêtres du Morvan. « Une forêt de lumière! » : un émerveillement sans cesse renouvelé pour François Mitterrand qui, ici, se sent chez lui. Il connaît la moindre départementale, le moindre chemin tant et tant de fois parcouru pendant les années noires de la Résistance et, depuis 1949, pour sa tâche de conseiller général à Montsauche. « Curieusement, constate-t-il, j'ai d'abord été député et ministre. Puis conseiller général de ce village. Et dix ans plus tard, maire de Château-Chinon. Malgré tout, je n'ai jamais voulu quitter Montsauche. »

A midi, déjeuner avec les dix maires du canton pour discuter des problèmes locaux. Huit socialistes, un indépendant, un communiste qui le dit volontiers : « Avec M. Mitterrand sur le terrain, on fait du bon travail. » Le café à peine avalé, dans la bonne humeur, un long cortège de voitures se met en route derrière le maire de Château-Chinon qui, avant de rallier sa ville, veut passer voir son étang. C'est sa seule propriété dans la Nièvre, située justement sur la commune communiste de Planchez. Le maire prend d'ailleurs un soin jaloux à veiller sur les truites et les goujons installés par le maître des lieux juste après la mise en eau de l'étang en automne 1979.

Au fond de ce vallon de « La Galope » flotte un je-ne-sais-quoi surréaliste. Pourquoi creuser un étang sur les neuf dixièmes du seul hectare que l'on possède dans la région ? Pourquoi y mettre des poissons quand on n'est pas pêcheur ? « J'en ai toujours rêvé », répond Mitterrand.

Sur la berge juste assez large pour s'y promener, un homme goûte la paix de ce début d'après-midi. Il regarde les jeunes plants de peupliers déjà verts. Par ici, les paysans le disent : « Le printemps a un mois d'avance cette année. » Un signe ? François Mitterrand, lui, préfère rappeler cette étrange coïncidence : au moment de l'élection, le Front populaire aura 45 ans...●

Les jeunes mariés de Perpignan

PAR ANTOINE VIOLET

de notre envoyé spécial

TERESA Rebull est une chanteuse catalane bien connue à Perpignan. En attendant Mitterrand — qu'elle prononce avec quatre « r » — elle « chauffe » admirablement les cinq mille personnes entassées sous le vaste chapiteau bleu dressé sur le terrain du Parc des Expositions, à la sortie de la ville. On l'applaudit non comme une interprète de folklore, mais comme une militante engagée, surtout lorsqu'elle chante la souffrance des peuples d'Amérique latine écrasés par les dictatures militaires.

Derrière la scène, dans un petit enclos préservé par des barrières métalliques, cinq ou six personnes discutent autour d'une table. Il y a les « locaux » et les « Parisiens » venus veiller à la bonne organisation de la soirée. Roger Hanin, responsable du spectacle, fait et refait le compte à rebours pour qu'il n'y ait pas de « trou » avant l'arrivée du candidat. Après Teresa, il y aura donc 35 à 40 minutes pour Pascal Danel et, en cas de gros retard, on garde en réserve le film « Giscard par lui-même » qui produit toujours un effet choc dans les meetings. Sur la table, le téléphone sonne : ce sont les camarades de Carcassonne qui annoncent que l'avion de Mitterrand vient de décoller. Il sera donc dans un quart d'heure à l'aéroport de Perpignan-Rivesaltes où sont déjà les militants et les voitures qui vont le conduire au chapiteau. Mais pas le moindre policier. La veille, lorsque Giscard a débarqué à Narbonne, il a été pris en charge par deux escadrons de gendarmerie, une compagnie de C.r.s., une bonne centaine d'agents de police sans compter les « civils ». Ici, il a fallu aller réveiller le gardien pour faire ouvrir la porte qui donne sur la piste. Les militants auront au moins la satisfaction d'être les seuls à accueillir Mitterrand au pied de la petite passerelle. Cinq minutes plus tard, le cortège arrive à la hauteur du chapiteau où le candidat entre par le fond pour traverser toute la salle sous les acclamations et les cris « Mitterrand président ». Renée Soum, la jeune secrétaire de la fédération catalane, maintenant rassurée sur le succès du meeting, l'accueille avec une rose au pied de l'estrade. Quelques poignées de mains, le silence se fait. Il est 22 h 30. Derrière la tribune tendue de bleu, François Mitterrand saisit les deux micros, entre d'emblée dans le vif du sujet :

« Je suis sûr que vous ne voulez pas en reprendre pour sept ans ! Si Giscard a quelque chose à nous dire, pourquoi ne l'a-t-il pas fait plus tôt ? S'il n'a rien à dire, pourquoi se présente-t-il ? »

Sur ce thème, François Mitterrand prononce son quatrième discours d'une journée qui l'a conduit à Bagnols-sur-Cèze, Béziers puis Carcassonne. Une journée où il a pu rencontrer des représentants de toutes les catégories sociales de ce Languedoc-Roussillon qui détient le record du chômage en France. Ici, à Perpignan, il rappelle les mesures qu'il propose pour l'emploi. On applaudit très fort aux 35 heures. Et encore plus fort quand il explique ce qui va se passer le 10 mai et après :

« Quand j'aurai gagné, avec vous et par vous, l'élection présidentielle, je gagnerai avec vous et par vous les élections législatives. Cela ne fera pas plaisir à tout le monde, y compris dans ce département (allusion au maire de Perpignan, Alduy, qui a retourné sa veste après 1974 en se ralliant à Giscard mais qui vient d'être lâché par six de ses conseillers municipaux appelant à voter Mitterrand).

Encore une allusion aux satisfecit que Giscard reçoit de Brejnev, de Schmidt, de Reagan : « S'ils le veulent tous, c'est qu'il est trop commode pour tout le monde. Mais ils ne votent pas. Ce sont les Français qui votent. Et avec les Français, je suis tranquille. Je suis un homme libre, face aux superpuissances, face au pouvoir de l'argent. Personne ne pèsera sur ma décision. C'est pour cela que je gêne. »

Dans la salle, maintenant, c'est du délire. La péroraison se perd dans des salves d'applaudissements. Puis, d'un bloc, toute cette foule se lève pour entonner « l'Internationale » tandis que, sur la scène, les responsables fédéraux qui ont rejoint Mitterrand saluent avec chacun une rose à la main.

Il est minuit. Il faut serrer des mains pendant plusieurs minutes avant d'atteindre les voitures et rejoindre l'aéroport où une attraction imprévue attend encore le candidat. Au restaurant du premier étage, une noce réunit une centaine de convives particulièrement joyeux : Mitterrand passe la tête. Un hurlement déferle à travers la salle. On le tire par la manche, on lui offre une coupe de champagne. Il lève son verre à la santé des jeunes mariés. Ils n'en sont pas encore revenus, tandis que, le nez à la vitre, ils regardent décoller le petit jet qui reprend dans la nuit la route du Bourget. ●

L'agenda de la campagne

VENDREDI 17 AVRIL : François Mitterrand à Nogaro (Gers) et meeting le soir à Pau.

SAMEDI 18 : Visite au Village de Vacances de Port-d'Albret (Landes).

MARDI 21 : Visite à Berck (handicapés) puis à Bruay-en-Artois. Conférence de presse à Lens (17 h). Meeting le soir à Lille avec Lionel Jospin et Pierre Mauroy.

JEUDI 23 : François Mitterrand rencontre les grands quotidiens régionaux. A 18 h 30, meeting à Marseille.

VENDREDI 24 : Visite dans le Tarn-et-Garonne. Le soir, meeting de clôture de la campagne du premier tour à Toulouse (avec Jospin et Mauroy).

SECURITE RAPPROCHEE

"Truands" du patronat et "gorilles" du candidat-citoyen

Pour sa protection le candidat-citoyen continue de préférer - après les nervis d'Ordre nouveau en 1974 - les petites frappes des officines spécialisées. Cette fois-ci c'est la Century qui a emporté le (gros) morceau

PAR HENRI CAMBRON

EN 1974, le gros de la troupe du service d'ordre giscardien avait été recruté chez les militants de l'extrême droite, et plus particulièrement parmi les anciens d'Ordre nouveau, dont François Brigneau, ou de Faire front. C'était un peu gênant pour l'image de marque du libéralisme avancé. Alors, cette année, c'est fini. Enfin presque.

Hubert Bassot, l'homme fort de la sécurité présidentielle, s'en est remis à Glenn Souhami et à Marc Delachaux, les directeurs de la société privée de protection : la Century. Cette officine de « gorilles » en tout genre a son siège au 102, avenue des Champs-Elysées à Paris. Mais il faut savoir que cette grande confiance « monopolitique » de l'Elysée pour la Century ne date pas d'hier. Cette collaboration a une histoire. En effet, les papas de Glenn Souhami et de Marc Delachaux ont, depuis fort longtemps, leurs entrées rue du Faubourg-Saint-Honoré. Le père du premier est directeur d'une maison de publicité américaine, la J. Walter Thompson S.A. Il est aussi patron du groupe de presse — éditant notamment « le Soir » à Bruxelles — Rossel et associés. Ce fut également le dirigeant d'une association patronale : Entreprise et Progrès. Mais hélas ! lorsque l'on fréquente les salons de Rambouillet, le nom de Souhami sonne mal aux oreilles des aristocrates. C'est pourquoi, pendant fort longtemps, papa Souhami, qui possède une propriété dans les Ardennes, fit inscrire sur ses cartes de visite : Gérard Souhami Husson de Givonne. Cela faisait joli mais sonnait faux. Alors, dans la tradition giscardienne, papa Souhami s'enquit d'un titre de noblesse. Il se trouva une descendance avec un général d'Empire, le général Souham (autorisé très officiellement par décret du 8.5.74). Il n'est donc pas étonnant que le petit Glenn se fasse, en certaines occasions, appeler « Monsieur Souham ».

Quant au père de Marc Delachaux, il est p.-d.g. des aciéries de Gennevilliers et administrateur de nombreuses sociétés espagnoles, canadiennes et mexicaines. Il fut membre du conseil d'administration du C.n.p.f. Comme on le voit, la Century est dans le ton...

Si aujourd'hui, les hommes de la Century sont employés à plein temps à la protection rapprochée du citoyen-candidat, à l'organisation de ses meetings, à ses collages d'affiches, ils avaient, il y a peu de temps encore, d'autres activités tout aussi lucratives. Pendant les conflits sociaux, en mai 1979 par exemple, ce sont eux qui occupèrent les Blanchisseries de Grenelle, tout juste évacuées par les C.r.s. On les retrouva également durant les grèves aux usines Volvo ou chez Alsthom à Saint-Ouen.

Mais Glenn Souhami et Marc Delachaux tiennent à leur image de marque. C'est peut-être pourquoi, lorsqu'un candidat à l'emploi d'agent de sécurité se présente chez eux, ils exigent des références. C'est Glenn Souhami qui est plus particulièrement chargé du recrutement. Il est vrai qu'il a de très bons contacts parmi les milieux des Renseignements généraux. Ça aide.

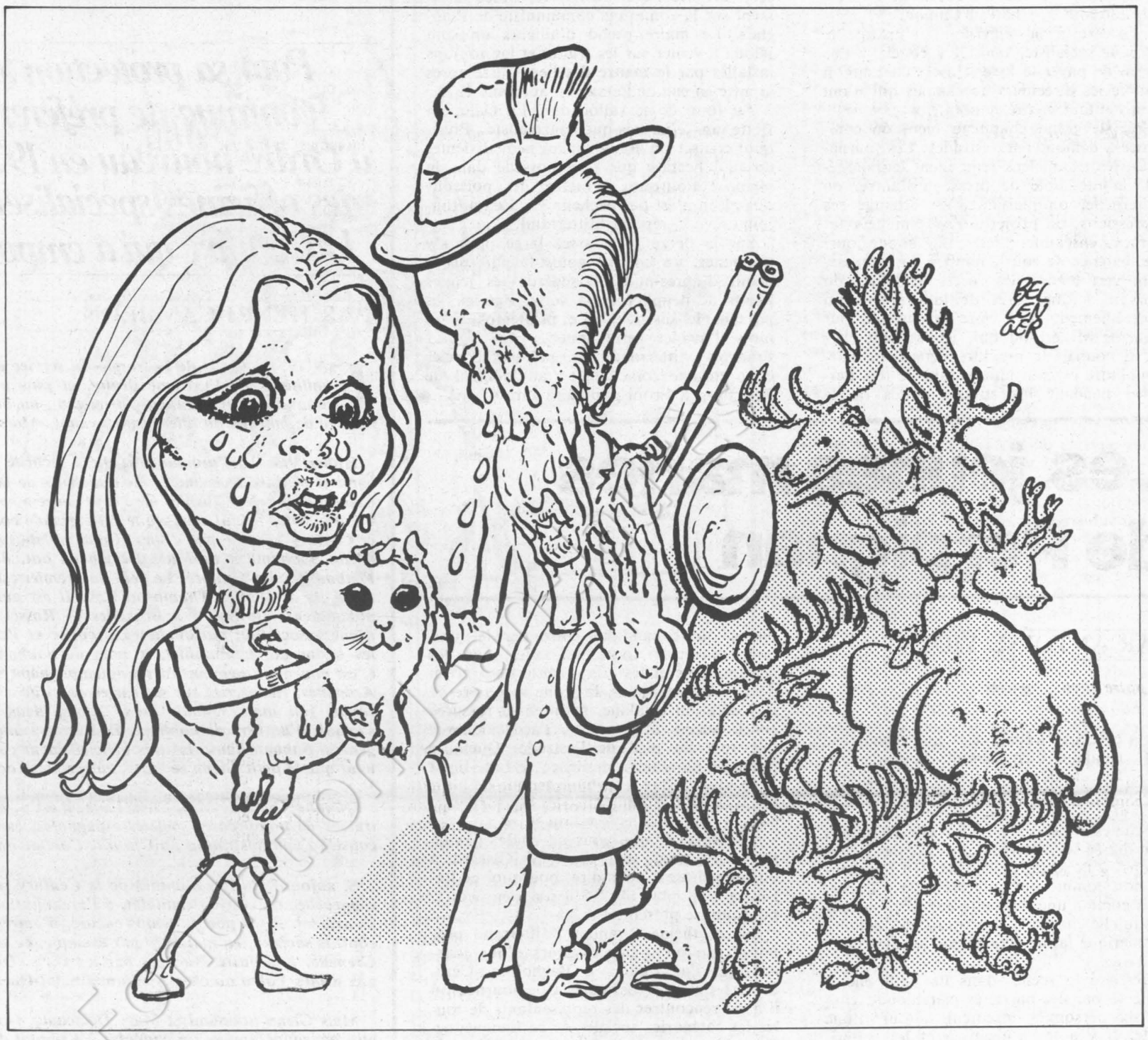
Pourtant, toutes ces précautions n'évitent pas les bavures. Le 24 mars dernier, Guy Ménard, un de ses agents, comparaissait devant le tribunal correctionnel de Paris, il était condamné à six mois de prison pour détention d'armes. Le 8 avril, Alain Le Parfait, également à la Century, était condamné à huit mois d'emprisonnement pour le même motif. L'un comme l'autre ont expliqué aux magistrats que tous les agents de la Century étaient armés, sans autorisation. Oui, mais eux... ils avaient eu la mauvaise idée d'attaquer une bijouterie. Il ne faut pas exagérer tout de même ! En revanche, trois autres anciens « gorilles » de la Century sont en liberté, bien que poursuivis pour trafic de voitures avec le Moyen-Orient. Et puis, il y a aussi cette vilaine histoire d'un des « gros-bras » de la Century. Il revenait de province, où il avait assuré une protection présidentielle. Interpellé par la « douane volante », celle-ci retrouvait dans son coffre... des faux billets.

Ce n'est pas tout. Glenn Souhami et Marc Delachaux ont bien du mal avec leur personnel. En effet, bientôt, on verra devant les tribunaux, Jacky Bourgeois — l'un des briseurs de grève —, José Minguez et trois autres personnages, dont l'un répond au nom de Brocard. Ils sont poursuivis pour une sombre affaire de tentative d'assassinat d'une personnalité politique... Cependant, il ne faut pas croire que ces petits « incidents » arrêteront le succès commercial de la Century. Depuis fort longtemps, elle bénéficie des grâces présidentielles. D'ailleurs, cette société sait aussi s'entourer de gens sérieux et compétents. Hormis un ancien policier de la Brigade antigang de Lyon, devenu le conseiller technique de la Century et homme fort prisé d'Hubert Bassot, il y a aussi les « extras ». Déjà, lors de la bataille pour la Mairie de Paris, le candidat d'Ornano savait compter avec les éminents services de la Century. C'est elle qui collait ses affiches dans les Ve, VIe, XIVe, XVe et XVIIIe arrondissements. A cette époque, la Century, qui avait loué des estafettes à la société L.u.t., avait eu la bonne idée de les faire conduire par des motards de la préfecture de Police. Un petit travail qui rapportait entre 200 et 500 francs par jour — exonérés d'impôt. L'habitude aidant, il n'est pas rare aujourd'hui, de voir parmi le service d'ordre de Giscard des gardiens de la paix, des inspecteurs ou des officiers de paix, utilisant quelquefois les voitures de leur service, arrondissant ainsi leur fin de mois pendant les heures de repos. Ces pratiques prennent tellement d'ampleur que les syndicats de policiers envisagent sérieusement de les dénoncer. De plus, la Century n'hésite pas à plagier la police officielle. Il faut reconnaître qu'elle y est aidée. Ainsi, ses voitures, des Renault 16, 20 ou 30 sont grises ou noires. Elles sont équipées de matériels radio montés quelquefois dans les locaux mêmes des services techniques de la préfecture de Police. Elle dispose des mêmes cartes grises : une sorte de carnet recouvert de simili-cuir noir ou marron qui présente par une fenêtre en Rhodoïd le numéro d'immatriculation inscrit au normographe. Cette carte grise fait office d'un fameux laissez-passer lorsqu'un gardien de la paix a le mauvais goût de vouloir interpeler un de ces véhicules... Et puis, pour les hommes de confiance de la Century, il y a aussi les « coupe-file » délivrés par les services de l'Elysée. A croire vraiment que la Century devient une institution de la République. République ? Vous avez dit République... ? ●

La belle et le tueur de bêtes

Comment Brigitte Bardot peut-elle être à la fois "l'amie des animaux" et l'agent électoral de Giscard-le-viandard, "le saigneur d'Authon" ?

PAR JEAN-PAUL LIEGEOIS



TOUT le monde a aimé, aime ou aimera Brigitte Bardot. Tous les Français. Les vieilles filles et les prudes bourgeoises : sa nudité les choquait, mais, fascinées, elles n'arrêtaient pas d'en parler à l'heure du thé ou à la sortie de la messe. Les militaires et les routiers qui approchent de la retraite : dans les années cinquante et soixante, elle était madone dans les placards des uns, icône dans les cabines des autres. Les lycéens d'hier : ils gagnaient son image en achetant trois chewing-gums à l'épicerie du coin. Les lycéens d'aujourd'hui : devant la télévision, leurs pères leur expliquent avec émotion que c'est véritablement avec elle que le cinéma dénuda la femme. Les anciennes combattantes du M.l.f. et les nouvelles rockeuses sexy : elles rêvent toutes de pouvoir être un jour « aussi libres qu'elle ». Les cinéphiles : la B.B. du « Mépris » de Jean-Luc Godard a sa place dans leur Panthéon aux côtés de la Greta Garbo de « la Reine Christine », de l'Arletty des « Enfants du Paradis » et de l'Ava Gardner de « la Comtesse aux pieds nus ». Bardot s'est retirée des écrans, mais B.B. est encore dans toutes les têtes : souvenirs, rêves et phantasmes...

La « bardophilie » est une maladie nationale

Qui n'aime pas Brigitte Bardot ? Il serait douteux qu'un(e) des dix candidat(e)s en course pour l'Elysée se risquât à égratigner ce charmant mythe national... On les comprend : elle est tout à fait aimable. Selon un des sens donnés à ce mot pour le Petit Larousse : « de nature à plaire ». Bardot a toujours su plaire et sait encore plaire. Hier, par son anatomie et sa voix boudeuse. Aujourd'hui, par son dévouement à la cause des animaux. Comme dirait le comique qui s'est un temps pris pour un futur président de la République : « B.B. a tout pigé pour rester à vie l'idole des concierges ; avant, elle faisait bander le vieux ; maintenant elle fait pleurer la vieille ; succès durable garanti dans les loges ! » Dans les loges et ailleurs : Bardot n'a-t-elle pas prêté son buste et son minois aux très officielles effigies de Marianne qui trônent dans toutes les mairies de France ? Tous les Français ne se marient-ils pas en regardant B.B. au fond des yeux ?

La « bardophilie » est donc une maladie nationale. J'ai été atteint comme les autres. J'ai connu tous les symptômes et toutes les rechutes : contaminé chronique ! Incurable ! C'est du moins ce que je croyais...Car, depuis la semaine dernière, je suis guéri : je n'aime plus Bardot. Fini. Rideau. Et je ne dois pas être le seul dans ce cas...Déjà, il y a quelques mois, j'avais failli connaître la rémission. Quand B.B. avait osé intenter un procès aux gens de « Hara-Kiri » sous prétexte que ces malappris l'avaient représentée à la Une de leur mensuel sous les traits d'une sorcière édentée : peut-on continuer à aimer quelqu'un(e) qui manque d'humour à ce point ? Cette fois, pourtant, j'avais passé l'éponge. Je ne recommencerai pas. C'est définitif : je n'aime plus Brigitte Bardot. Depuis le 7 avril 1981.

Ce matin-là, en ouvrant « le Matin », j'ai constaté que Brigitte Bardot faisait partie des « Cent » qui appellent à voter pour Valéry Giscard d'Estaing. C'est son droit, direz-vous. Bien sûr, elle a le droit de se tromper. Elle avait déjà apporté son soutien à V.G.E. en 1974. Mais, à l'époque, elle avait une excuse ; elle ne savait pas encore ce que tout le monde sait désormais : Giscard est un sinistre tueurs d'animaux, un « boucher » comme disent certains chasseurs. Depuis, elle a su et elle a même déclaré au « Monde », le 15 mai 1976 : « J'ai horreur des massacres avec rabatteurs, tireurs de tous côtés, « tableaux » de chasse, etc. Je pense notamment aux chasses du président de la République. » Alors, pourquoi, en connaissance de cause, a-t-elle, en 1981, renouvelé son erreur de 1974 ? Et surtout, comment a-t-elle pu, le même jour, le 7 avril 1981, appeler à voter Giscard le matin et dénoncer les morts inutiles d'animaux le soir, sur Antenne 2, à l'occasion d'un « Dossier de l'écran » consacré à la vivisection ?

A la télévision, ce 7 avril 1981, Brigitte Bardot est venue dire son écœurement et sa révolte devant les assassinats gratuits d'animaux commis dans nombre de laboratoires (privés ou publics) de recherche. Je partage tout à fait son indignation. Mais je ne comprends pas bien : pourquoi deux poids deux mesures dans son intervention ? Pourquoi dénonce-t-elle les « bourreaux » des laboratoires quand elle se tait sur le « bourreau » de l'Elysée ? Pourquoi n'a-t-elle pas profité de son passage à Antenne 2 pour énumérer et dénoncer tous les mortels exploits perpétrés par Giscard contre la faune ? Elle n'aurait eu que l'embarras du choix...

A la télévision, Bardot a admis que, pour survivre, l'homme est obligé de « manger de la viande et de la salade ». Donc, selon la plus célèbre protectrice des animaux de France, la faim de l'homme peut justifier la mort d'un animal. La faim de Giscard comme celle de n'importe qui. Mais, si l'on s'en tient à ses seuls « carnages » de chasseur, le président de la République doit être doté d'un appétit de fauve. A moins que ses indemnités et le budget de fonctionnement de l'Elysée ne soient tellement étriqués qu'il lui faille battre la campagne lui-même pour trouver sa pitance...Jusqu'à ce jour, les parlementaires ont plutôt remarqué, au contraire, que les dépenses pour « la maison du Roi » sont des plus extravagantes ! Braves gens, chère Madame Bardot, rassurez-vous : Giscard ne crève pas la dalle dans son palais ! Ses « tueries organisées », ses safaris sanglants s'expliquent autrement et B.B. serait bien en peine de les excuser devant des millions de téléspectateurs.

Dans « Un chasseur nommé Giscard », livre paru chez Alain Moreau et bizarrement introuvable en ces temps électoraux, Jean-Jacques Barloy et Françoise Gaujour fournissent quelques explications sur les motivations et le comportement de Giscard-chasseur. Notamment, à travers les propos de plusieurs gardes-chasse. « Giscard, dit l'un, c'est un viandard (...) Il se conduit à la chasse comme Amin Dada. Je ne sais pas s'il dédaigne les lièvres, mais il tire sur tout ce qui bouge, même les merles. » Et cet autre : « Il a même chassé le sanglier en mai ou juin, alors que c'est l'époque des naissances : ça se passe de commentaires. Il est tout à fait indifférent devant les animaux blessés. Son unique plaisir est d'appuyer sur la gâchette pour tirer telle ou telle espèce, qu'elle soit protégée ou pas, ça n'a aucune importance. C'est le plaisir de tirer qui l'excite. » Et c'est le même Giscard qui a osé déclarer sans rire, en mai 1979, en visitant l'école vétérinaire de Maison-Alfort : « Dans une société civilisée, il n'est plus possible d'ignorer que les souffrances inutiles infligées aux animaux relèvent de la simple cruauté. » Giscard est-il civilisé ou cruel ?

« Premier tueur de France »

Scène de chasse et bavures : à Chambord, le dimanche 22 janvier 1978, les gardes retrouvent onze bêtes agonisantes dans les fourrés. Explication : la veille, Giscard s'est livré à une demi-douzaine de traques successives, sans aucun répit et en refusant « que les gardes aillent achever les bêtes blessées ». Ce lamentable fait d'armes a été rapporté par « le Canard enchaîné » et n'a jamais été démenti. Le « journal satirique paraissant le mercredi » a tenu régulièrement ses lecteurs au courant des records de Giscard — « premier tueur de France » (1). Edifiant ! Quelques exemples. Le 9 janvier 1979 : Giscard et ses amis tuent sept cent soixante-quatorze faisans à Marly. Le 24 février 1979 : deux cent cinquante faisans à Marly. Le 6 mars 1979 : quarante sangliers à Chambord. Le 19 octobre 1979 : Giscard nomme « Monsieur animaux » et, dès le lendemain, s'en va chasser avec Poniatowski à Rambouillet. Les 22 et 23 décembre 1979 : cinquante sangliers à Chambord. Le dernier week-end de 1979 : soixante canards à Bourges-le-Château (Indre). Le 25 octobre 1980 : mille quatre cents pièces (dont trois cents canards) à Rambouillet. Les 22 et 23 décembre 1980 : trois cent pièces à Diebolsheim. Le 17 janvier 1981 : trente sangliers à Chambord.

Quand on saura que la plupart de ces animaux ne sont pas vraiment des bêtes sauvages mais pour l'essentiel des produits d'élevage, lâchés le matin même de la chasse... on prendra toute la mesure du courage guerrier de Giscard ! Il est vrai que le président-candidat se moque éperdument de cet aspect des choses. Les règles écologiques ? Il les foule au pied. N'a-t-il pas, le 15 juin 1976, fait prendre un arrêté spécial par le ministre de la Qualité de la vie, l'autorisant, lui seul, pour le seul domaine de la Fresnes, commune d'Authon, à tuer trois jeunes chevreuils pendant la période du rut (15 juin-15 août) ? Ce qui lui a valu d'être distingué par « le Canard enchaîné » du joli surnom de « saigneur d'Authon ».

Il ne faudrait pas croire que l'Hexagone suffit à assouvir la soif sanguinaire de ce saigneur-là ! On sait qu'il a beaucoup sévi en Centrafrique, chez « son cher parent » Bokassa. En fait, ministre ou président, il a « viandé » au hasard de ses visites officielles à l'étranger. Quelques cas parmi d'autres. Les protecteurs des espèces en voie de disparition les apprécieront. Brigitte Bardot en tête, certainement. En janvier 1971, en République centrafricaine, Gis-



card tue une antilope dite « cob de Buffon » et un buffle équinoxial (2). Au cours de l'été 1971, il abat un ours que les Roumains ont extirpé d'un zoo et lâché dans la nature pour lui faire plaisir. En novembre 1973, il chasse le tigre en Malaisie et en Inde ; bredouille, il se venge sur des cochons sauvages. En août 1976, en Centrafrique, il tue trois éléphants et en blesse deux qu'il n'achève pas. En octobre 1976, il abat un bison en Pologne. En août 1978, il récidive en Centrafrique : trois éléphants abattus. En septembre 1978, en Pologne encore, il « s'offre » un bison, deux cerfs et un loup ; c'est à cette occasion qu'ayant oublié ses fusils à Paris, il se les fait apporter par un Mystère 20 du G.l.a.m. (Groupe de liaisons aériennes ministérielles) tout spécialement affrété à cet effet. Les 19 et 20 octobre 1980, au Tibet, il règle leur compte à sept mouflons. Etc.

Du plomb dans la tête et dans l'aile

A Antenne 2, le 7 avril 1981, Brigitte Bardot citait le dictionnaire. « Humain », disait-elle, cela signifie « sensible à la pitié, compatissant. » Et elle concluait : « Les gens des laboratoires ne correspondent pas tout à fait à cette définition ». Et Giscard, correspond-il à cette définition ? Pour un psychiatre, en tout cas, son comportement relève de la perversion. Consulté par les auteurs d'« Un chasseur nommé Giscard », un psychanalyste de « renommée internationale » ne l'a pas envoyé dire : « Perversion sur le mode fétichiste...Cristallisation passionnelle autour d'un fétiche représenté par le trophée... »

De deux choses l'une : ou bien Brigitte Bardot a parfaitement compris, et dans ce cas, elle se moque du monde quand elle vole à la rescousse des animaux en danger ; ou bien elle n'a rien compris et elle a besoin de prendre du plomb dans la tête : le spécialiste ès fusils Giscard pourrait peut être lui arranger ça...Dans les deux hypothèses (cynisme et hypocrisie d'un côté, légèreté intellectuelle de l'autre), elle n'est plus du tout crédible (3). La statue de B.B. a du plomb dans l'aile... ●

(1) « Les dossiers du Canard » viennent de faire paraître un numéro intitulé « Giscard : la monarchie contrariée ». Un chapitre entier de cet album broché est consacré à Giscard-chasseur. En exergue à ce chapitre, on trouve cette déclaration de V.G.E. au mensuel « Trente millions d'amis » : « Aux yeux de la loi, un animal est considéré comme un être sensible. On a des devoirs envers sa sensibilité ; si on le fait souffrir et si on le traite mal, on peut être passible de sanctions judiciaires sévères. En même temps, nous avons des pratiques qui ne sont pas admissibles en ce qui concerne certaines techniques d'abattage des animaux ». Ce « nous » serait-il... un aveu de majesté ?

(2) Ces deux trophées ont valu à Giscard de voir son nom figurer dans le « Rowland Wards », le livre des records de chasse. Beaux records !

(3) Elle vient d'ailleurs de persister et signer dans une déclaration à « Paris-Match » : « Mon soutien à Giscard est apolitique. Mon seul but est de secourir les animaux et je lui suis reconnaissante de ce qu'il a fait dans ce sens. » On reste pantois. A quand B.B. défilant dans les rues et portant autour du cou une couronne « A Giscard, les animaux reconnaissants » ?

Filoutage et matraquage sont les deux mamelles des médias aux ordres

PAR PAUL LEDUC

GISCARD ment. Pour ne pas changer. S'il n'en fallait qu'une preuve, l'orientation insupportable de l'information radiotélévisée en sa faveur contredit cruellement ses différents propos et promesses sur la liberté de manœuvre dont disposeraient les responsables et les journalistes des trois chaînes et des radios. Tous les candidats ont d'ailleurs protesté contre la mainmise de l'Elysée sur l'information audiovisuelle, à l'exception du citoyen candidat. Chacun sait toutefois qu'il est au mieux avec le président.

Procédant à une écoute attentive des informations pendant la pré-campagne, qui a pris fin le 10 avril, les états-majors des candidats ont pu constituer d'épais dossiers sur les abus commis en cette période. Ils émettent deux types de critiques : les unes sur les faveurs accordées au candidat sortant au niveau du minutage, les autres sur la forme et le fond des séquences consacrées à chacun.

Président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, Gaston Defferre a tiré de cet état de fait les conclusions qui s'imposaient en saisissant, le 9 avril, le Conseil constitutionnel et la Commission nationale de contrôle de ces scandaleuses inégalités de traitement. « Un véritable abus de pouvoir est commis chaque jour, leur a-t-il écrit, par la radio, la télévision, les postes périphériques au service du président candidat... Le rapporteur du budget des organismes de radio et de télévision au Sénat vient de rendre publics des chiffres qui font apparaître que le candidat sortant est toujours, de très loin, le plus favorisé : il a disposé de six fois plus de temps d'antenne que le candidat le moins favorisé sur T.f.1, quatre fois plus sur F.r.3, trois fois plus sur Antenne 2 et deux fois plus sur France-Inter. »

« Les abus sur les postes périphériques, poursuit Gaston Defferre, s'ils sont plus subtils, sont encore plus criants. De plus, les journaux radiodiffusés et télévisés répandent des informations et des images favorables au candidat officiel... S'il n'est pas immédiatement mis fin à ces errements qui rompent le principe de l'égalité entre les candidats, la validité de l'élection elle-même sera contestée. »

Le Parti communiste a également saisi la Commission de contrôle des inadmissibles faveurs accordées à Valéry Giscard d'Estaing. Et le sénateur Charles Pasqua, responsable de l'organisation de la campagne de Jacques Chirac, a émis une protestation solennelle en rendant public un minutage — celui auquel s'est référé le maire de Marseille — vivement contesté par les directeurs de l'information des radios et télés mis en cause. La querelle ainsi ouverte est loin d'épuiser les doléances. S'il est toujours possible d'opposer un minutage à un autre, en changeant la période de référence, le deuxième axe de critique, centré sur le contenu des journaux télévisés, permet d'aller plus loin dans l'analyse de la manipulation. Sur ce terrain miné, le journal du soir sur T.f.1, le plus écouté, bat tous les records.

Le 14 mars, sur T.f.1 - 20 h, les dernières données sur l'augmentation du chômage sont passées sous silence, tout comme le déplacement de Mitterrand en Bretagne.

Le 17 mars, sur T.f.1 - 20 h, un déferlement de responsables giscardiens s'attaquent aux propos tenus la veille par Mitterrand à « Cartes sur table ». Même son de cloche ce soir-là au « Grand débat » où la « personnalité indépendante » invitée n'est autre que... Raymond Barre. Dans les Dom, cette réplique de Barre sera diffusée plusieurs jours avant le « Cartes sur table » de Mitterrand qui la précédait.

Le 20 mars, sur T.f.1 - 20 h, on cite deux sondages qui font état d'une progression du président-candidat en faisant l'impasse sur un troisième sondage, publié par « France-Soir », qui marque une diminution de sa cote de popularité. De très brèves images muettes sur la réunion à Paris des leaders européens de l'Internationale socialiste venus apporter leur soutien à Mitterrand : cette discrétion excessive contraste furieusement avec la place accordée deux jours plus tôt sur A 2 à des articles de la presse américaine favorables à Giscard.

Le 23 mars, sur T.f.1 - 20 h, séquence exceptionnellement importante consacrée à la prestation de Giscard à « Face au public » (sur France-Inter).

Le 27 mars, à T.f.1 - 20 h, le suicide de la jeune chômeuse de Sète qui voulait par son geste attirer l'attention sur le drame du chômage n'est pas même mentionné. En matière de désinformation, c'est un record.

Le 28 mars à 20 h, le « rassemblement » des jeunes venus assister au show-Giscard à la porte de Pantin occupe 8'20'' sur T.f.1 et 9'30'' sur A 2. Longues séquences sur la foule dont le reporter partage visiblement la joie. A la Bastille le même jour, on voit un Marchais cadré très serré.

Le 2 avril, sur T.f.1-20 h, importante séquence consacrée à l'accord de Bruxelles sur le relèvement des prix agricoles. Trois réactions, toutes favorables à l'accord, sont diffusées : celles de Giscard, du président de la F.n.s.e.a. et de Pierre Méhaignerie (ministre de l'Agriculture). Sur A 2, on ne passe que Méhaignerie.

Le 4 avril, sur T.f.1-13 h, on fait état de l'interview de Mitterrand dans « l'Express ». Puis on passe une critique des propositions qu'y fait le candidat socialiste par René Monory. La séquence consacrée à Monory est plus longue que celle destinée à exposer le contenu de l'interview.

Le 11 avril, sur T.f.1-20 h, on annonce que Marchais a lancé une vive diatribe contre Giscard et on passe un extrait où il s'en prend... à Mitterrand.

Ces quelques exemples, volontairement limitatifs, n'épuisent pas le sujet. La télévision et les radios minimisent ou passent sous silence, jour après jour, les échecs de la politique de Giscard et Barre. Gommant les difficultés économiques et sociales, elles mettent l'accent sur les conséquences de la crise dans les pays voisins. Tout fut prétexte pendant cette pré-campagne à passer des ministres en dehors du « feuilleton » quotidien de la campagne. Cette manière d'abonder dans le sens du discours officiel est nettement aggravée par la confusion des genres entretenue par le président-candidat-citoyen (rayer les mentions superflues). Lorsque Barre met au point les modalités de l'emprunt franco-allemand, c'est le président qui l'annonce, depuis son p.c. de candidat, rue de Marignan. Giscard avait promis de ne pas mélanger ses fonctions officielles et son rôle de candidat, mais n'a pas davantage tenu cet engagement que les autres.

Au début de sa campagne, il suffisait d'entendre les journalistes lui poser des questions pour mesurer combien c'est au président et non au candidat qu'elles s'adressaient. « Monsieur le président, si vous le permettez, je voudrais vous demander... » : cette déférence d'un journaliste sur « France-Inter », assez représentative du ton en début de campagne, s'est à peine estompée. Face aux autres candidats, surtout les « petits », les journalistes retrouvent parfois un mordant, un refus de s'en laisser compter parfaitement légitime. Le problème vient de ce qu'ils n'ont pas la même attitude avec tous les postulants. On mesure encore cette différence de traitement à la manière dont la télévision cadre le candidat-citoyen traversant des foules enthousiastes alors que ses adversaires et notamment François Mitterrand sont le plus souvent filmés à la tribune. On n'hésite pas non plus à illustrer positivement (graphiques, images) les propositions de Giscard quand on ressort des images d'archives sur les occupations d'usines en 1936 pour compléter les propos de Georges Marchais à « Cartes sur table ». Les déclarations de Giscard font ainsi l'objet de commentaires et d'explications sans esprit critique alors que celles des autres candidats sont disséquées, chiffrées voire contestées.

Sans doute les journalistes de radio et de télévision sont-ils gens honnêtes et compétents pour une majorité d'entre eux. Mais la preuve est faite qu'ils n'ont pas la possibilité d'exercer correctement leur profession dans des structures contrôlées et dirigées par des hommes installés aux postes clé par le citoyen-candidat. ●

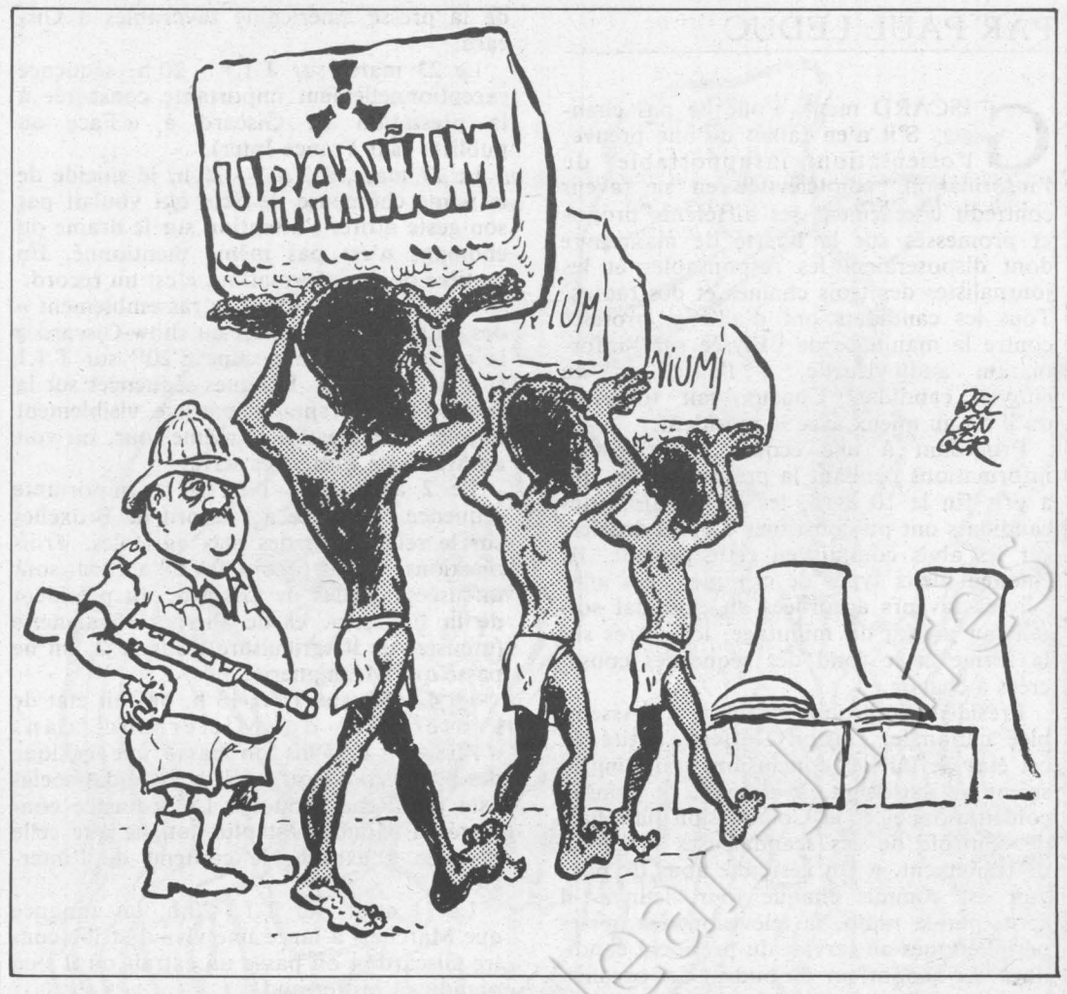


ENERGIE NUCLEAIRE

Nationale et bon marché... voire !

Les centrales nucléaires dépendent d'un minerai, l'uranium, dont les réserves sont limitées et pas françaises. Comme le pétrole il y a vingt ans !

PAR FREDERIQUE DE GRAVELAINE



GISCARD ne doute de rien : voilà le président sortant qui, cherchant à mettre en avant au moins une réussite de son septennat, ouvre sa campagne en célébrant l'énergie nucléaire. Ce faisant, ce grand chasseur vend la peau d'un ours qui non seulement ne lui appartient pas — le programme nucléaire en cours a été décidé en 1974 par Messmer et Pompidou — mais qu'il n'a pas tué : les premières centrales du programme n'ont démarré — avec des fissures — qu'en 1980. Et elles n'ont pas fait la preuve de leur fiabilité, loin de là.

Le raisonnement de Giscard pourrait convaincre lorsqu'il affirme que le nucléaire assure l'indépendance nationale face aux méchants-arabes-producteurs-de-pétrole, qu'il stimule l'économie et l'emploi puisqu'il apporte la solution miracle à la crise de l'énergie qui — nous l'a-t-on assez répété ? — est la première responsable de la crise. Pour que la démonstration soit juste, il suffirait que le nucléaire soit vraiment ce qu'il prétend être, une énergie nationale et peu chère.

Nationale ? Voire. Les centrales nucléaires dépendent d'un minerai, l'uranium, dont les réserves mondiales sont très limitées, les réserves françaises en particulier. Notre politique africaine surveille de près quelques producteurs d'uranium, maintenant notre autorité sur le Niger, surtout, et le Centrafrique. Quant au Tchad... S'il est vrai que nous contrôlons aujourd'hui le prix de l'uranium et notre approvisionnement, combien de temps cela va-t-il durer sans heurt et sans surprise ? Le nombre de centrales nucléaires en fonctionnement augmentant dans le monde entier, la demande en uranium ne peut que croître, poussant les prix à la hausse. Et, pourquoi pas ?, inspirant la création d'un O.p.e.u. comme la demande de pétrole a stimulé l'O.p.e.p.

Sous la coupe de multinationales

La fabrication du combustible, elle, pourrait sembler à l'abri. Mais la brillante stratégie d'André Giraud, ancien directeur du C.e.a., débouche sur une impasse. L'exploitation du minerai, l'enrichissement et le retraitement dépendent tous de la Cogema, filiale du C.e.a. qu'un coup de pouce suffirait à privatiser. Et la fabrication a échappé totalement au contrôle de l'Etat pour tomber sous la coupe de multinationales, Westhinghouse et P.u.k. en tête.

Le mythe le plus lourd de conséquences véhiculé par Giscard, Giraud et les responsables d'E.d.f. consiste à promettre une énergie bon marché. Certes les coûts de production affichés par E.d.f. sont aujourd'hui de 9 à 10 centimes le KWh : qui dit mieux ? Rien ni personne. A un détail près : ces calculs reposent sur un bilan économique truqué, sur des prévisions de fonctionnement des centrales pendant vingt ans des plus hasardeuses, sur une politique de sûreté nettement insuffisante.

Tirant sur les coûts de construction — les Allemands de l'Ouest, par exemple, s'inquiètent de constater que l'enceinte en béton de Fessenheim est deux fois moins épaisse que celle de ses pareilles de l'autre côté du Rhin — faisant l'impasse sur le coût du retraitement et la gestion des déchets radioactifs, E.d.f. s'occupe avant tout d'accroître la disponibilité des centrales. Pour réduire la durée des arrêts annuels — prévue à vingt-cinq jours initialement, elle se révèle devoir dépasser trois mois — la direction d'E.d.f. bouleverse les horaires de travail : elle généralise le travail posté, les interventions pendant le week-end et pendant la nuit. Et elle évite de « perdre » trop de temps en contrôle et en mesures, quitte à remettre les travaux à plus tard. C'est ce qui s'est produit à Fessenheim lors de l'arrêt programmé de l'été 1980 : les techniciens signalent des fuites dans le générateur de vapeur. Mais, pour tenir le planning, on ne tient pas compte de ces premières mesures. Finalement, un mois d'arrêt a été nécessaire, du 14 février au 15 mars dernier pour réparer le générateur de vapeur en question.

Toujours pour des raisons financières, E.d.f. et Framatome hésitent à entreprendre des actions qui garantissent la sûreté. Ainsi, après l'accident de Three Miles Island, il y a deux ans aux Etats-Unis, les experts ont avancé la nécessité d'engager quarante-six actions dites « post-T.m.i. ». Seules l'ont été celles qui étaient faciles à réaliser, qui ne coûtaient pas trop cher et qui ne remettaient pas en cause l'essentiel de la politique de sûreté. Les autres, E.d.f. et Framatome s'emploient à démontrer qu'elles ne concernent pas le programme français.

Il s'agit en fait d'une attitude qui dépasse largement le cadre de quelques dirigeants d'entreprise, aussi grosses soient-elles. Le principe politique des hommes au pouvoir reste, en matière nucléaire comme ailleurs, de ne pas croire à la probabilité d'un accident. Lorsqu'un technicien signale un problème, plutôt que de l'étudier, on s'acharne à démontrer qu'il n'existe pas.

Calcul à courte vue, évidemment. Car tôt ou tard, le dilettantisme se paie. La fiction d'un nucléaire qui fonctionne bien — donc de son faible coût — ne tiendra pas longtemps. A force d'approximations, d'analyses tronquées, de rapports inquiets oubliés dans les tiroirs, la fiabilité des centrales apparaît de plus en plus hasardeuse. Non seulement en cas d'incident grave, mais bêtement, en fonctionnement normal. Et la liste des défectuosités est longue.

Le générateur de vapeur de Fessenheim n'est pas le seul à fuir. Au Bugey, à Tricastin, moins d'un an après la mise en service, ces mêmes matériels ont déjà montré des défaillances auxquelles on pouvait s'attendre puisque pas une centrale nucléaire au monde n'y a encore échappé. Les Français s'étaient vanté d'avoir fait mieux...

Les fissures ? Bien que détectées avant la mise en route de Gravelines et de Tricastin, les fissures ont été considérées comme sans gravité par le ministère. En fait, les experts ne sont pas d'accord sur les diagnostics et encore moins sur la rapidité avec laquelle elles vont s'aggraver. Les instruments de mesure à la disposition des techniciens ne permettent même pas d'en déduire avec précision la profondeur ; comment contrôler leur évolution ?

Depuis, d'autres fissures ont été détectées en des points divers des cuves et des tuyauteries. Cinq cents fissures au total à Tricastin, des défauts énormes à Dampierre et à Saint-Laurent. Le plus inquiétant restant que ces défauts soient passés inaperçus au cours des premiers contrôles en usine. Combien d'autres défectuosités moins visibles sont passées au travers ?

Tout cela, bien sûr, ne semble pas grave. Affaires de tuyauteries, de soudures, de robinets, de soupapes... Mais qui peuvent entraîner loin, comme dans le cas des soupapes de Three Miles Island restées ouvertes — le même accident a eu lieu à Gravelines alors que le réacteur n'était pas chargé — ou dans celui des câbles par lesquels se mesure l'activité du cœur du réacteur (R.i.c.) : ces câbles pénètrent dans le fond de la cuve, dans une zone délicate d'accès et rapidement soumise à très forte radioactivité, par des tubes soudés. Savoir comment les soudures se comportent est impossible aujourd'hui. Et la possibilité d'une rupture n'a même pas été prévue.

Problèmes de tuyauterie

Sans aller jusque-là, les problèmes de tuyauterie grèvent lourdement le coût du kWh. En Allemagne fédérale, quatre centrales viennent d'être arrêtées (une seule est vieille de plus de deux ans) sur ordre de la commission de sécurité nucléaire et du ministère de l'Intérieur, pour changer des éléments du circuit primaire à cause de la corrosion et des fissures. Coût de l'opération : 2,5 milliards de francs et quatorze mois d'arrêt.

La fiabilité des centrales, déjà hypothétique en fonctionnement normal, devient inquiétante en cas d'incident. On ne sait par exemple rien de la tenue des matériels non nucléaires, électriques en particulier. Sont-il capables de résister à des températures et à des rayonnements très élevés pendant longtemps ? A Three Miles Island, par exemple, il faut encore compter cinq ans avant que la centrale retrouve un niveau d'activité normale. E.d.f. vient à peine de commencer des séries de tests sur les matériels. Si quelques résultats sont mauvais, que fera-t-on ? Décidera-t-on de remplacer les matériels défectueux ou préfèrera-t-on leur faire confiance ?

L'accident de Three Miles Island a mis en avant non pas les erreurs humaines, comme les officiels français se sont empressés de le répéter, mais l'impossibilité pour les ingénieurs qui conduisent les centrales de juger rapidement un incident ; la salle de contrôle n'est pas adaptée. Lorsque des dizaines de voyants s'allument en même temps et que l'ordinateur crache des informations sans les classer, comment savoir ce qui se passe exactement ? Des exercices avec le simulateur du Bugey ont montré que sur dix équipes aucune n'est capable de diagnostiquer en moins d'une heure la nature de l'incident auquel elle a affaire ! Il serait nécessaire de refondre entièrement la conception des salles de contrôle : ce qui demanderait au minimum cinq ans. La formation des opérateurs est elle aussi à revoir. Mais E.d.f. s'en tient au principe des « procédures » : les agents des centrales doivent apprendre par cœur de volumineux documents, qui sont sensés tout prévoir. Et les appliquer sans réfléchir. Méthode pédagogique inquiétante, à la fois pour la qualification des travailleurs et pour la sécurité des centrales.

Un accident peut ne pas avoir de conséquences dramatiques pour la sécurité des populations. Il en a toujours pour l'exploitant. Le nettoyage de Three Miles Island va coûter plus d'un milliard de dollars, autant pour produire l'énergie de remplacement ; sans compter les deux mille cinq cents travailleurs qui vont s'y contaminer. Contrairement à l'assurance affichée par les responsables français, un accident de ce type est probable en France. Il aurait des répercussions d'autant plus graves que le programme nucléaire y est d'une ampleur exceptionnelle. Il assurera la moitié de la production d'électricité du pays avant 1985 et les trois quarts en 1990. Qu'adviendrait-il s'il fallait arrêter toutes les centrales du même type après la découverte d'un défaut ?

Pour couronner le tout, l'utilité de cet ambitieux programme est de plus en plus contestée. La rigidité des centrales nucléaires impose de les conduire à des régimes constants. Ce qui leur interdit de suivre les caprices des courbes de consommation, sujettes à de fortes pointes deux fois par jour et à des creux en été. E.d.f. n'aura en 1990 que peu de solutions à ce problème : ou bien faire tourner les centrales au-dessous de leur maximum technique — la C.f.d.t. estime qu'alors elles tourneraient cinq mille heures par an au lieu des six mille deux cents prévues — ce qui pèse d'autant sur le coût du kWh. Ou bien gaspiller l'électricité aux heures creuses, en encourageant par exemple le développement de l'air climatisé. Ou bien en tentant de transformer l'industrie française. En encourageant le travail de nuit, en généralisant les trois-huit.

Pour justifier l'ampleur de leur programme nucléaire, E.d.f. et le gouvernement ont avancé des prévisions de consommation d'électricité peu étayées. L'objectif affiché est de 450 milliards de kWh (450 TWh), alors que la consommation d'électricité était de 248 TWh en 1980 (déjà en retard de près de 10 TWh sur les prévisions). Comment un tel bond a-t-il été calculé ? C'est le secteur résidentiel et tertiaire qui est chargé de la plus forte progression, avec un taux annuel de 8,3 %. Ce, grâce au chauffage, bien sûr mais surtout grâce à l'électroménager. L'évolution tend pourtant à l'économie d'énergie, vers une moindre consommation d'électricité par chaque appareil. Comment admettre, même avec un équipement des ménages plus poussé, que la consommation de leurs appareils électroménagers puisse augmenter de 120 % en dix ans ?

Les conclusions du gouvernement sont aujourd'hui contestées de toutes parts. Non seulement par la C.f.d.t. ou le P.s. mais aussi par Gaz de France et par des experts qui ne peuvent être accusés d'opposition et de « dénigrement national ». Le ministère de l'Industrie a ainsi publié à la Documentation française un « scénario de croissance sobre en énergie » qui table sur une consommation d'électricité de 370 à 330 TWh en 1990 selon qu'un programme d'économie d'énergie aura ou non été engagé. Le rapport Bloch-Lainé, qui vient lui aussi d'être édité, après avoir été deux fois expurgé par le ministère, conclut dans le même sens : les prévisions d'E.d.f. et du gouvernement sont gonflées d'une centaine de milliards de kWh. Soit l'équivalent d'une vingtaine de tranches nucléaires. Soit encore un investissement de 70 milliards de francs.

Ce bel argent pourrait être mieux employé. Par exemple, à mettre en œuvre des économies d'énergie, pièces maîtresses du programme du Parti socialiste. Les économies représentent le plus important gisement national d'énergie. Ne serait-ce que dans l'isolation des logements et leur

BUSINESS

L'axe Paris-Tokyo passe par Ponia

PAR JACQUES AUGOUT

DURANT quelques jours on a pu croire que l'ancien homme à tout faire du président de la République, Michel Poniatowski, allait faire un retour fracassant. La lecture des sondages irritait, dit-on, le président candidat et, peu satisfait de son équipe, ce dernier s'apprêtait murmurait-on, à faire appel à des « sabreurs ». « Ponia » semblait tout indiqué. Pourtant on ne l'a qu'entr'aperçu de meeting en réunion, relativement discret et semblant, pour l'instant, avoir laissé ses couteaux au vestiaire. Trop de choses semblent encore peser sur l'ancien ministre pour qu'on l'utilise pleinement..

Mais sans aller tisonner des cendres encore tièdes il n'est pas sans intérêt de s'interroger sur ce qui fait courir Poniatowski au Japon car, en une seule année, on l'a vu deux fois à Tokyo, multipliant les déclarations et les effusions. Les journaux japonais l'ont montré s'affichant complaisamment sur une motocyclette Honda et contemplant avec émerveillement le dernier petit gadget de Sony. Certains se sont étonnés de cette publicité donnée par le conseiller du président de la République à deux firmes étrangères. Au début du mois de décembre, l'ancien ministre lançait à Paris, avec le renfort d'une campagne de presse méthodiquement organisée, une bilatérale France-Japon rassemblant hommes d'affaires japonais et français.

On peut penser tout d'abord que Poniatowski a trouvé sur le Japon un bon « créneau » pour faire parler de lui, alors que son image était quelque peu affectée par l'affaire de Broglie. Chacun sait que le « modèle japonais » fascine les milieux patronaux français. Missions et délégations de dirigeants d'entreprise se succèdent à Tokyo et les séminaires consacrés aux « secrets » de la compétitivité nippone font salle comble à Paris. En fait, le seul secret qu'on va chercher dans l'Empire du Soleil levant est celui de la paix sociale. Il tient en une phrase : « Si les Japonais obtiennent de telles performances, c'est qu'ils ne sont pas paralysés par une action syndicale. »

C'est une analyse sommaire qui ne correspond pas à la réalité japonaise, mais qui a le mérite de conforter des préjugés bien établis. Une fois la recette apprise, il suffit de l'appliquer à l'entreprise française. Là, les choses sont plus compliquées et les adeptes du consensus japonais risquent d'avoir bien des déconvenues.

Poniatowski a célébré lui aussi les mérites du modèle japonais, mais il se veut plus ambitieux que les autres. La bilatérale qu'il a créée entend en effet rapprocher le Japon et la France. Ce n'est pas ici que nous nierons le problème que pose la dégradation des échanges franco-japonais. La balance commerciale entre les deux pays s'est soldée en 1980 par un déficit de 7 milliards de francs au désavantage de la France, soit une progression de 30 % par rapport à 1979. Toutefois, on peut s'étonner des solutions qu'entend apporter l'ancien ministre et des moyens qu'il emploie. Soit Poniatowski fait preuve de légèreté, soit il poursuit des objectifs qui restent peu clairs.

La politique giscardienne à l'égard du Japon est singulièrement confuse. Un conseil interministériel devait préciser au mois de mars dernier les mesures visant à équilibrer davantage les échanges entre les deux pays. Hélas ! si les représentants de neuf administrations ont présenté des propositions, elles étaient contradictoires et le Premier ministre n'a pu prendre une quelconque décision. Un « monsieur Japon » a été nommé, François Missoffe, sans que ses proclamations optimistes ou ses mises en garde n'apportent rien. Dans ce contexte, la bilatérale de Poniatowski ne fait qu'apporter un élément de désordre de plus, dont se seraient bien passés les diplomates français en poste à Tokyo.

Ce qui étonne encore davantage, c'est le choix des membres japonais de cette bilatérale. Ce sont d'honorables retraités peu au courant des problèmes économiques internationaux qui paraissent avant tout soucieux de faire du tourisme ou d'échanger des idées générales. Poniatowski a retenu comme interlocuteur privilégié au Japon un petit groupe constitué autour de M. Kosaka, un député libéral démocrate de droite pour l'instant totalement isolé. On y retrouve, comme au sein de la bilatérale, les anciens fondateurs de Honda et Sony, qui financent les campagnes électorales de M. Kosaka et occupent d'ailleurs des postes honorifiques dans l'entreprise de ce dernier. Ce groupe est à l'écart des véritables pouvoirs de décision et notamment de Keindaren, le tout-puissant patronat japonais. S'il veut contribuer à améliorer les relations franco-japonaises, l'ancien ministre d'Etat semble s'être trompé de partenaires. Il aurait dû mieux les choisir.

La bilatérale est mal partie, mais il s'agit là d'une première étape. On parle aujourd'hui d'un marchandage franco-japonais de grande envergure. Certains ne cachent pas que son objectif dans les années qui viennent est de vendre des armes et notamment des Mirage au Japon, véritable chasse gardée des Etats-Unis dans ce domaine. Pour y parvenir, la France devrait accorder quelques concessions et écarter tout esprit protectionniste. Va-t-on voir apparaître en France un lobby pro-japonais ? Et à défaut de s'occuper de la campagne électorale, Poniatowski s'occupe-t-il de le structurer ? ●



Ceyrac et Poniatowski avec des patrons japonais, lors de la rencontre bilatérale, le 8 décembre dernier.

Petites annonces

Tarifs	La ligne H.T.	La ligne T.T.C.
Offres d'emploi (minimum 5 lignes)	22 F	25,87 F
Demandes d'emploi	12 F	14,11 F
Immobilier	18 F	21,17 F
Divers	18 F	21,17 F

1. Ecrivez votre texte sans aucune abréviation et comptez votre nombre de lignes. Trois lignes au minimum (47 signes par ligne blancs compris).
2. Reportez-vous au tarif et calculez le montant en fonction du prix unitaire de la ligne. L'adresse ou la domiciliation au journal sont à inclure dans votre nombre de lignes.
3. Joignez un chèque bancaire, un mandat-lettre ou un virement postal trois volets correspondant au montant final. Libellez votre titre de règlement à l'ordre de « l'Unité ». Tout courrier doit porter le numéro de référence de la petite annonce.

OFFRES D'EMPLOI

Réf. 109. Municipalité de Dammarie-les-Lys recherche directeur (trice) secteur enfance (C.l.s.h./C.a./C.a.m.p.s.). Expérience similaire exigée — Capase complet ou Decep ou Defa. Poste disponible de suite.
Ecrire en mairie, 77190.

Réf. 110. Ville des Ulis recrute un rédacteur pour assurer la responsabilité de son service achat.
Candidature à adresser à Monsieur le Maire des Ulis, 91940.

Réf. 111. Guyancourt (Yvelines), 10 000 habitants, près de Versailles, cherche urgent adjoint technique polyvalent direction services techniques.
Adresser candidature et curriculum vitae à M. le Maire de Guyancourt, 78280.

Réf. 112. Ville de Pontault-Combault (77), 20 000 h, recherche secrétaire (rédactrice ou contractuelle) parfaite maîtrise de la sténodactylographie, pour étroite collaboration avec le maire, conseiller général (horaires fluctuants).
Adresser curriculum vitae à Monsieur le Maire de Pontault-Combault 77340.

Réf. 113. Ville de Crosne (Essonne), 7 000 h, S.n.c.f., C.e.s., 20 km Paris, recrute par voie de mutation secrétaire général libre au 1er septembre 1981. Logement gratuit secrétariat du syndicat intercommunal.
Adresser candidature manuscrite avec photo, titres et curriculum vitae à Monsieur le Maire de 91560, Crosne.

Réf. 114. La ville de Villeneuve-Saint-Georges (Val-de-Marne) recrute d'urgence inspecteur de salubrité ou inspecteur de salubrité principal pour le bureau municipal d'hygiène. Poste disponible le 1er juillet 1981.
Adresser candidature et c.v. à Monsieur le Maire, 94190 Villeneuve-Saint-Georges.

chauffage par des énergies renouvelables, des millions de tonnes équivalent-pétrole peuvent être rapidement libérées, des milliers d'emplois créés.

Giscard, dans sa démonstration, insiste sur les emplois créés par l'énergie nucléaire. Oubliant que, dans le même temps, les emplois du secteur pétrolier, des mines de charbon, disparaissent. Que l'industrie de l'électrométallurgie s'est restructurée autour du nucléaire en perdant des centaines d'emplois. Que le pari industriel — exportation des centrales par Framatome — a lui aussi été perdu : deux centrales seulement ont été vendues ; et à l'Afrique du Sud. Un programme d'économies d'énergie, qui relancerait l'activité du bâtiment et les investissements dans l'industrie, serait, lui, vraiment créateur d'emplois.

André Giraud insulte François Mitterrand parce qu'il a osé contester le bienfondé de la politique énergétique giscardienne. Henri Krasucki et la C.g.t. reprennent les mêmes arguments lorsqu'ils traitent P.s. et C.f.d.t. de « rétrogrades » et d'« irresponsables » dans leurs « campagnes antinucléaires ». Mais qui sont les irresponsables ? Ceux qui proposent une autre politique ou ceux qui jouent sur l'illusion d'une énergie sûre et bon marché ? ●

Les émissions radio-télévisées avec François Mitterrand

1 — RADIO (France-Inter)
Mardi 21 (20 h 12)
Mercredi 22 (13 h 30)
Vendredi 24 (20 h)
2 — TELEVISION
Mardi 21 (13 h)
Jeudi 23 (20 h 30)
Vendredi 24 (20 h 10)
3 — EUROPE 1 (face à la rédaction)
Mercredi 22 (19 h)
4 — R.T.L. (GRAND JURY)
Vendredi 24 (20 h 30)

CANADA

Le triomphe tranquille

A leur manière, les Québecois ont dit à René Lévesque : "A bien gouverné ! Doit continuer"

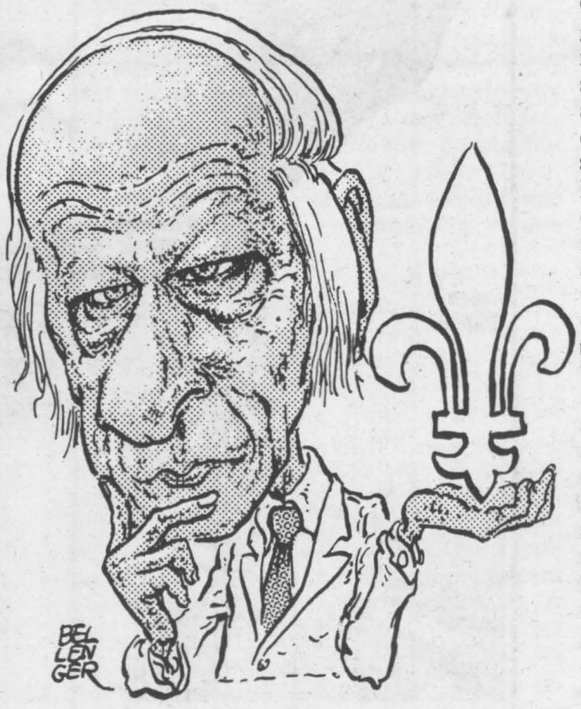
PAR JEAN-PAUL LIEGEOIS

QUEL tabac ! Les derniers sondages publiés dans la presse de Montréal donnaient bien René Lévesque et le Parti québécois gagnants pour la consultation du 13 avril 1981, mais aucun n'avait prévu un tel raz de marée : 49,20 % des suffrages exprimés et quatre-vingts des cent vingt-deux sièges de l'Assemblée provinciale sont allés au P.q. Commentaire de Lévesque, à chaud : « Contrairement à ce que certains pensaient en 1976, nous ne sommes plus un accident de parcours. » Triomphe. Mais triomphe tranquille et modeste : « Nous n'avons pas le droit, a aussitôt enchaîné Lévesque, d'abuser en aucune façon de ce mandat très fort, très net. Nous allons donc écouter l'opinion de nos concitoyens et de l'opposition. » Belle leçon de démocratie...

Les enseignements du scrutin sont faciles à tirer. D'abord, il est manifeste que c'est la personnalité de René Lévesque qui a emporté la décision : la majorité des Québécois se reconnaissent désormais dans ce petit bonhomme « gueulard et tendre, entreprenant et timide, agressif et généreux ». Ensuite, au-delà de l'attachement à l'homme, se profile la victoire des idées : le programme social (et même, par certains aspects, socialiste) du P.q. et la défense des intérêts du Québec au sein de la Fédération canadienne ont été plébiscités après cinq années de pratique. A leur manière, les Québécois ont dit à Lévesque : « A bien gouverné. Doit continuer. » Le plus étonnant résidant dans la percée de ces idées au sein même de la communauté anglophone, au cœur de ces 20 % d'« Anglais » et d'immigrés qui ont ainsi montré qu'ils se sentent plus québécois que canadiens. Enfin, ce résultat sonne comme une claque de plus balancée à la figure du Premier ministre canadien Pierre Eliott Trudeau : il avait souhaité publiquement la victoire du réactionnaire Claude Ryan ; c'est le social-démocrate René Lévesque qui a gagné. Le triomphe de Lévesque annonce le glas pour Trudeau.

Dans toutes les rues du Québec, au soir du 13 avril 1981, on a autant chanté et dansé que pendant l'inoubliable nuit du 15 novembre 1976, quand le P.q. avait gagné pour la première fois. Avec une nuance : en 1976, les Québécois étaient « divinement surpris » ; en 1981, ils sont sereins. Le poète Gérald Godin, ministre de l'Immigration dans le gouvernement sortant, m'a simplement dit au téléphone : « Je crois que le Québec commence vraiment aujourd'hui. » ●

René Lévesque, vu par Bellenger.





Bernand

MUSIQUE

L'homme qui venait du Nord

"Si la culture est un luxe, c'est un luxe nécessaire". Jean-Claude Casadesus, directeur de l'Orchestre philharmonique de Lille, dirige à Paris l'opéra des opéras "Don Giovanni". Il répond aux questions de Fabian Gastellier

PAR FABIAN GASTELLIER

APRES « le Bal masqué », « Don Giovanni » : pour la deuxième fois consécutive, l'Opéra de Paris confie la direction de son orchestre à Jean-Claude Casadesus. A quarante-cinq ans, le directeur de l'Orchestre philharmonique de Lille va donc succéder aux baguettes les plus prestigieuses (de Busch à Giulini ; de Krips à Solti) pour attaquer l'opéra des opéras. Vif, pressé, combattif — nerveux, peut-être — Jean-Claude Casadesus vit à cent à l'heure, l'esprit perpétuellement plongé dans sa partition. Un véritable boulimique de triples croches, dont on peut penser, à le voir ainsi travailler plus de dix heures par jour, qu'il n'est pas près d'être rassasié. Des idées par dizaines, sur la musique, le livret, l'interprétation ; la signification première, seconde, cachée même de telle note, là et pas ailleurs... Dire la musique... Difficile. Alors un geste, un regard, un accord chantonné. On est vite happé dans son univers, dans sa passion. Ce qu'il aime, Jean-Claude Casadesus sait le faire aimer. C'est peut-être cela, au fait, un artiste...

« L'UNITE » : Jean-Claude Casadesus, vous menez depuis 1976 une action musicale continue, dans le Nord, à la tête de l'Orchestre philharmonique de Lille. Aujourd'hui, vous vous retrouvez pour la deuxième fois chef invité par l'Opéra de Paris pour y diriger « Don Giovanni ». Cela crée-t-il une approche différente de la musique ?

JEAN-CLAUDE CASADESUS : Ce qui importe, c'est le contact avec la vie ; savoir trouver le chemin de l'entente, de la communication. Avec les techniciens comme avec les musiciens. La musique est, pour moi, le véhicule privilégié de la communication. Du chef à l'orchestre et de l'orchestre au public. Vu sous cet angle, il n'y a pas de différence entre le travail mené à Lille et le travail mené à Paris. Cela dit, être chef invité ici est à la fois un honneur et une chance : la chance de travailler avec un outil exceptionnel, cet orchestre. Cela permet des réalisations de haut niveau. Il devrait toujours pouvoir en être ainsi : que la qualité ne soit pas réservée à seulement quelques-uns ; qu'elle puisse être offerte à tous. C'est un peu le fil conducteur de nos combats dans le Nord. Et c'est, je crois, une juste revendication.

— Le Nord, justement. Lorsque vous êtes arrivés, la musique avait presque totalement disparu de la vie lilloise. Aujourd'hui, vous comptez 2 800 abonnés... Une réussite ?

— Il faut d'abord dire que cette action n'aurait jamais été possible sans le soutien du Conseil régional. Notre tâche s'étend non pas sur une ville, mais sur toute une région, le Nord-Pas-de-Calais. C'est ce qui fait son originalité. Mais, il est vrai que cette région n'était pas des plus privilégiées en matière de culture. Le Nord est un territoire laborieux, rude, qui a connu de grands combats sociaux. Nous sommes arrivés en leur proposant — en désirant proposer — une grande qualité à un prix défiant toute concurrence. Parce qu'il ne fallait pas que notre action ne touche qu'une fraction de la population ; nous voulions attirer tout le monde, sensibiliser les jeunes. Nous avons pas mal réussi mais beaucoup reste à faire.

— On pouvait penser que le Nord avait, quand même, atteint un point de non-retour ; que les gens ne marcheraient pas ; que la télévision, le cinéma et les disques leur auraient suffi...

— La musique, ce n'est pas comme la littérature ou la peinture ; on n'a pas besoin, pour l'approcher, d'une solide culture. Il suffit d'être disponible, ouvert à cette émotion particulière. La musique peut être une part de rêve. Des savants vous disent que, si l'on ne rêve pas la nuit, on meurt. Je crois qu'il en va de même pour le jour : il faut avoir droit à sa part de rêve. Il y a des millions de Français concernés par la musique ; ce n'est pas un mince chiffre et cela crée des besoins. Il faudrait que l'intendance suive ; qu'on aît des lieux, de l'argent. Pierre Mauroy a dit, un jour : « On prétend que la culture coûte cher. Mais le budget du festival de Lille revient exactement à une tournée supplémentaire des ordures ménagères. » Donc, il faut choisir. Si la culture est un luxe, c'est un



Ruth Falcon.

Les trois femmes de don Giovanni

DANS la mise en scène de Louis Erlo, importée de Lyon, dépouillée, sombre, presque funèbre, don Giovanni aura, une fois de plus, les traits de Ruggero Raimondi. A ses côtés, trois femmes. Trois cantatrices dont cette production marque les débuts à l'Opéra de Paris. De la roturière aux nobles, faisons les présentations...

Zerline d'abord, la petite paysanne : Maria Ewing vient d'immortaliser son interprétation de ce rôle dans la mise en scène de Maurice Béjart, à Genève. Rarement tant de beauté vocale et tant de sensualité se sont dégagées de son duo avec don Juan « La ci darem la mano... ». Née aux Etats-Unis, ce mezzo léger a déjà chanté avec les plus grands chefs sur les plus grandes scènes : Glyndebourne, le Metropolitan Opera de New York... Tour à tour Chérubin, Dorabella, Charlotte (de « Werther ») ou Blanche (du « Dialogue des carmélites »), Maria Ewing est une perle rare : ne la manquez pas.

Elvire à présent : Felicity Lott, une Anglaise qui, elle aussi, a triomphé en Blanche de la Force, dans le « Dialogue des carmélites » présenté en 1980 au Théâtre des Champs-Elysées. Mais sa consécration, en France, ce fut sa « Louise » à Nancy, dans la mise en scène de Jean-Marie Simon.

Anna, enfin : Ruth Falcon. Attendez-vous à la révélation de la soirée avec cette Américaine de la New Orleans qui a déjà fait défaillir le public français (via la radio) avec son Agathe du « Freischütz », sa « Daphné » de Strauss et, surtout, sa sublime « Vestale » de Spontini qu'elle avait apprise en ...dix jours ! Une voix exceptionnelle ; un répertoire solide qui va de Mozart (« Don Giovanni », « les Noces ») à Verdi (« le Trouvère ») en passant par l'Elsa du « Lohengrin » de Wagner qu'elle s'apprête à chanter à Nantes, les 22-24 et 26 mai prochains. Amoureuse du bel canto à la Donizetti, Ruth Falcon se plaint de ne jamais pouvoir en chanter sur scène : les directeurs d'opéra boudant curieusement ces ouvrages. Pourtant, quelle « Maria de Rudenz », quelle « Anna Bolena » elle ferait... En bref : un grand soprano lyrique qui promet d'évoluer vers un grand soprano dramatique. Ce n'est pas si souvent... Don Giovanni, quelle chance vous avez ! F.G.



Bernand

luxe nécessaire. Je crois personnellement que la culture ne va pas cesser de prendre de l'importance dans la vie des gens. Grâce aux réductions d'horaire dans le travail, par exemple. On va ouvrir de nouvelles possibilités de loisirs. Il faut que ces loisirs ne soient pas laissés dans le vague ; il faut que la culture puisse y prendre sa place. Cela, le hasard ne le fait pas ; on doit le penser, le prévoir en haut lieu. L'action à entreprendre est importante car, c'est vrai, le loisir tout prêt existe : la télévision, les disques. Il y a là un réel danger. Un disque devrait n'être qu'un outil culturel complémentaire car il est l'envers de la vie. C'est la musique gelée, trafiquée. La musique, c'est un moment unique, fragile, et c'est cela qui est beau, grand. Dans le disque, il n'y a plus la respiration, la création spontanée... et puis le disque, de plus en plus parfait, a transformé l'oreille des gens. On ne sait plus entendre. A trop fréquenter sa stéréo, on débarque à l'Opéra et on n'entend plus, c'est trop loin ; pas assez fort. Il faut de toute urgence dire aux gens de retourner aux concerts ; de réapprendre à écouter. Mais ils ne peuvent le faire que si la musique vient vers eux.

— Vous avez été loin, avec votre public. Non seulement vous lui avez offert un large répertoire classique ; mais vous l'avez, en plus, initié à la musique contemporaine.

— Dès le départ, j'ai voulu refuser la démagogie qui aurait consisté à ne leur donner que Beethoven, par exemple. J'ai voulu construire un double répertoire parce que la mission d'un interprète moderne, d'un chef moderne, c'est de donner *aussi* la parole aux compositeurs modernes. Au départ, j'ai eu un peu peur. Il ne fallait pas que je casse la sonorité naissante ; que je bloque mon public. Et puis, il y a les musiciens et pour eux aussi, c'est difficile. L'enseignement d'aujourd'hui reste encore profondément classique. En fait, très peu d'orchestres aiment jouer le répertoire contemporain. Et ceux qui le font, ne font souvent que ça. Il faudrait doser : ne pas enfermer les musiciens dans un travail de laboratoire — parce qu'alors, ils perdront la sonorité classique, mais ne pas les priver de la musique moderne. Pour le public, c'est pareil. J'offre beaucoup de concerts de musique contemporaine. Les gens viennent. Ils peuvent détester, c'est leur droit ; mais il faut ouvrir les fenêtres. Et les ouvrir dans la qualité.

— Vous êtes un défenseur de la musique contemporaine ?

— Il y a deux choses. Une première, qui consiste à vouloir créer de nouveaux sons et qui ne peut conduire qu'à la création de nouveaux instruments. C'est une démarche qui ne peut, peut-être, plus s'appeler musique. Parce qu'on peut tout faire à l'envers ; du vélo sur la tête, pourquoi pas ? Mais ce n'est plus du vélo. Et puis, il y a une autre manière de voir les choses qui consiste à faire aller encore plus loin la musique, l'instrument, l'instrumentiste. Berlioz a créé l'orchestre moderne, Stravinski, avec « le Sacre du printemps », a fait éclater la musique ; Boulez, Stockhausen et Berio sont allés encore plus loin, mais cela suit une ligne normale d'évolution. Ce qu'il faut savoir, c'est que ces travaux ne sont pas des fins en soi, mais de nouveaux moyens. Il ne faut pas tomber dans l'impasse, mais se dire que chaque découverte est un paramètre supplémentaire pour pousser plus avant le monde musical.

— On vous sent passionné par la musique. Mais pourquoi avoir choisi le métier de chef d'orchestre... pourquoi pas un instrument ?

— Mon grand-père avait, très tôt, décelé chez moi des dons pour la musique. On m'a donné, à trois ans, mon premier petit violon et je me suis trouvé précipité dans l'univers barbare du solfège. J'ai renoncé. A quatorze ans, j'ai recommencé à fréquenter la musique, par l'intermédiaire du piano. Puis j'ai découvert les concerts, au Châtelet : Charles Münch, Paul Paray — la magie de l'orchestre et de ses chefs. J'ai pensé, alors, à cette possible carrière. Alors, comme il me fallait absolument, pour envisager ce métier, maîtriser d'abord au moins un instrument, j'ai appris la percussion. C'est là que j'ai appris ce qu'était la musicalité, la notion de l'écoute des autres. J'ai travaillé d'arrache-pied. Parce que j'avais dix ans de retard : au Conservatoire, j'avais dix-huit ans et je voyais des gamins de neuf ans solfier cent fois mieux que moi ! Après, je suis passé par toutes les étapes possibles : j'ai travaillé avec Boulez, qui m'a apporté l'univers contemporain que, bien entendu, je ne connaissais pas ; j'ai fait de la musique un peu partout. Du bal de campagne où j'étais à la batterie, à « Wozceck » de Berg, dans la fosse de l'Opéra. C'est la meilleure école ; le côté « sur le tas ». A trente ans, après avoir fait mes études d'écriture, j'ai réellement voulu devenir chef. L'homme qui dirige, qui fait naître les sons... c'est magique. Mais lorsqu'on commence à diriger, ce n'est encore que le début de la montagne. Je dirige régulièrement depuis treize années, et il y a tant à faire que j'ai l'impression d'être toujours à la veille d'un examen.

— Un chef, pour vous, qu'est-ce au juste ? Un démiurge ?

— Oh ! non ! Un chef, ce n'est qu'un exécutant, au même titre que tous les musiciens de l'orchestre. Chaque musicien a une fonction propre ; le chef a la sienne. L'ère du chef d'orchestre tout-puissant est révolue. Toscanini ne pourrait plus, de nos jours, traiter ses musiciens comme il le faisait, en les empêchant même de se reposer. Et c'est bien ainsi. Mais le travail d'un chef est considérable : il doit maîtriser tout le reste, tous les instruments. Il n'y a pas de chef idéal. S'il existait, ce serait peut-être une moitié de Toscanini et une moitié de Furtwängler. Parce que le premier a créé l'unité dans la musique, imposé le respect de la partition, et que le second a apporté le grand souffle, la part de rêve à l'intérieur d'un travail parfaitement maîtrisé.

— Certains chefs dirigent beaucoup. D'autres peu. Qu'en pensez-vous ?

— Je pense qu'au départ il faut se donner beaucoup de possibilités, afin d'être ouvert à tous les styles. Mais, petit à petit, je crois qu'on va vers la réduction du répertoire. Ainsi peut-on réellement travailler une œuvre à fond. Carlo-Maria Giulini, que j'admire profondément, mène sa carrière de cette façon. Carlos Kleiber aussi. Ils ont sans doute raison.

— Un chef peut-il toujours dominer, ou bien ne peut-il plus rien si un orchestre lui résiste ?

— Il arrive qu'un orchestre résiste. C'est une force énorme. Mais il faut trouver les raisons de ce blocage. Un orchestre peut ne pas être d'accord avec votre conception de l'œuvre. Alors il faut discuter, frotter sa propre conception à celle des musiciens. Mais, surtout, il faut avoir son idée et arriver avec. Sinon, on est invertébré, et ce n'est pas professionnel. Il peut arriver également que les musiciens, qui sont des êtres fragiles comme tous les artistes, soient épuisés. Un musicien travaille non seulement pendant ses heures de présence, mais aussi chez lui, en vacances, tout le temps. Il faudrait pouvoir leur offrir de meilleures conditions de travail, de repos. On devrait être plus attentifs à leurs problèmes, à leurs interrogations : ils sont trop souvent considérés comme de simples exécutants, point à la ligne. Or ce n'est pas vrai : un artiste donne de l'amour ; il a besoin d'en recevoir. Enfin, il peut arriver que le chef ne réussisse pas à indiquer exactement ce qu'il désire. D'où un déséquilibre. C'est au chef de mieux se pénétrer de l'œuvre. Vous savez souvent on multiplie les gestes, et cela ne marche pas. Et puis, tout d'un coup, on comprend, on sait. Alors, fini le grand geste de la main : on frémit des paupières, un léger haussement d'épaules ; presque rien... et l'accord naît, exactement comme il le fallait. C'est inexpliquable, magique.

— Quelle différence ressentez-vous entre diriger une œuvre symphonique et un opéra ?

— Ce sont deux mondes différents et complémentaires. A l'Opéra, on peut construire un travail d'équipe encore plus important parce qu'il y a les chanteurs en plus. Un travail d'opéra, c'est six heures par jour, intensément ; cela bouffe votre vie. Mais c'est merveilleux. Le seul problème, pour moi, c'est peut-être le public d'opéra. Il vient trop souvent uniquement pour les voix, en ne connaissant rien à la musique. C'est dommage.

— Vous avez des compositeurs préférés ?

— En matière d'opéra, Verdi. Son côté terrien. Wagner me tente, mais... C'est le Graal, Wagner ; il peut hypnotiser. On peut peut-être y entrer, mais en ressort-on ? Cela dit, l'opéra des opéras, c'est « Don Giovanni ».

— Vous l'aviez déjà dirigé ?

— Oui, une fois, à Nantes. « Don Giovanni », c'est l'interrogation de toute une vie ; une excitation extraordinaire. Je crois que c'est le chef-d'œuvre absolu. En plus, il y a une action dramatique exceptionnelle : quelle osmose entre le livret de Da Ponte et la musique de Mozart ! Ce que je préfère, peut-être, c'est l'ouverture. Elle est terrible. Tout y est, et ça commence par l'Enfer, la mort et le cœur de Don Juan qui bat, qui bat... Chaque note compte ; chaque mot aussi — comme dans « Falstaff » et cent ans avant « Falstaff » !

— Vous vous verriez directeur d'opéra ?

— Non. On ne peut pas assumer en même temps la musique et une lourde charge administrative. On ferait mal les deux.

— Donc, la musique avant toute chose ?

— Oui. Mais pas la musique dans le vague ; la belle et noble chose. La musique au corps à corps, dans le combat avec la technique. La musique, c'est en premier de l'artisanat ; l'art vient après. Il y a un jour un chef, je ne sais plus lequel, qui a interrompu un musicien de son orchestre. « Non, lui a-t-il dit, cela ne va pas. Jouez-moi, comment dire ; jouez-moi du mauve... Vous voyez ? » Et le musicien de répondre : « O.K., mais c'est forte ou piano ? ». Tout est là. ●

Vous voulez que "l'Unité" vive...

Avec l'accélération de la campagne présidentielle, nous enregistrons une sensible remontée des abonnements à « l'Unité », dont beaucoup couplés avec le quotidien « Combat socialiste ». La vente militante est également en nette progression.

En cette période cruciale, nous demandons aux sections, aux militants, aux sympathisants de s'organiser pour faire de nouveaux abonnés et développer encore la diffusion militante de l'hebdomadaire du Parti dans la campagne présidentielle.

Bulletin d'abonnement à retourner

à l'administration de

l'unité

10, rue de Solférino
75007 PARIS

Je soussigné.....

.....

.....

.....

demeurant .....

.....

.....

.....

.....

désire souscrire un abonnement à « l'Unité » :

- abonnement d'un an (200 F) ○
- abonnement de six mois (120 F) ○

abonnement couplé à « Combat socialiste » et à « l'Unité »
Un an (650 F) ○
Six mois (360 F) ○

et vous adresse la somme correspondante

○ par chèque bancaire

○ par chèque postal

○ ou virement au C.c.p. « l'Unité » : 30 349 80 La Source

Les abonnés arrivés à échéance sont priés de joindre à leur réabonnement la dernière bande d'envoi du journal.

Date Signature

Rédaction : 12, cité Malesherbes 75009 Paris. Tél. : 878.40.73. Administration : 10 rue de Solférino 75007 Paris. - Tél. : 550.34.35. *Directeur :* Claude Estier ; *Rédaction en chef :* Nicole Chaillot, Guy Perrimond ; *Rédaction :* Marie-José Bernardot, Christine Cottin, Frédérique de Gravelaine, Michèle Kespi, Jean-Paul Liégeois, Emmanuèle Plas, Paul Leduc, Gilbert Sans. *Secrétariat de rédaction :* Claudine Dervaux (révision), Mauricette Duchemin (maquette) ; *Dessins :* Jean-Pierre Coureuil, Barrigue, Solo, Pym, Bordeclerc, Forcadell ; *Photos :* Pascal Lebrun ; *Publicité :* 12, cité Malesherbes. Tél. : 878.40.73 ; *Administration :* Conseiller technique : François de Grossouvre ;
Secrétaire administrative : Jacqueline Daimé ; *Coordination :* Offres 67, boulevard de Clichy, 75009 Paris. *Imprimerie E.T.C. 76190 Yvetot.*
Société éditrice : S.a.r.l. l'Unité ; *Directeur de la publication :* Claude Estier ; Cadet Photocomposition, 75009 PARIS.

Le temps de la maturité

PAR MICHEL ROCARD



Sygma

Michel Rocard, soutenant François Mitterrand, à Chamalières le fief du candidat sortant.

LES observateurs comparent parfois la campagne présidentielle d'aujourd'hui à celle de 1974, y découvrent souvent moins d'enthousiasme, davantage de distance et d'interrogations. Je rencontre pour ma part une participation aussi importante qu'il y a sept ans, quelquefois supérieure, mais toujours en effet plus réfléchie, plus attentive, plus mûre en quelque sorte, comme au lendemain d'un mauvais rêve.

N'est-ce pas, après tout, le bon côté des choses que de voir à nouveau s'affronter au second tour les deux mêmes candidats que sept ans plus tôt ? Je pense, en effet, à tous ceux sur qui Giscard d'Estaing avait fait illusion le temps d'une campagne électorale, à tous ceux à qui il avait réussi ce prodige de faire oublier que depuis 1959, sans interruption, il a participé d'une manière ou d'une autre au Pouvoir et qu'il porte donc la responsabilité personnelle de l'état actuel de l'économie française, ou du moins de l'insuffisance des ripostes nationales à la crise mondiale. Je pense à ces chômeurs, ouvriers ou cadres, à ces petits commerçants écrasés par la concentration capitaliste, aux agriculteurs dont le pouvoir d'achat a baissé, aux jeunes et aux femmes qui ont eu, plus d'une fois tout au long de ce septennat, l'occasion de regretter leur vote du 19 mai 1974... L'occasion leur sera donc donnée de se reprendre, de voter les yeux dessillés — et parfois à quel prix !

Un risque maîtrisé, calculé, assumé

J'y vois un autre signe de santé et de maturité pour notre démocratie. C'est qu'il ressort de cette transformation de l'enthousiasme d'hier en sérénité d'aujourd'hui l'apprentissage de ce qu'il ne faut jamais s'en remettre aux seuls dirigeants politiques pour assurer le changement politique et social. On ne transforme pas seul un pays comme la France. Le changement est une longue et difficile affaire : il ne peut pas être uniquement remis entre les mains d'un président, d'une trentaine de ministres qui seraient face à cinquante-cinq millions de sujets. La plupart des mutations décisives pour « changer la vie » seront le fruit de réformes qui mûrissent lentement parce qu'elles ne concernent pas seulement les institutions (économiques ou politiques) mais aussi les mentalités. Raison de plus pour les mettre en œuvre rapidement et faire en sorte qu'elles soient l'affaire de tous les Français. Et puis, sachons le reconnaître, il n'y a pas de changement sans risque. L'essentiel est que ce risque soit maîtrisé, calculé, assumé — et non plus subi, comme aujourd'hui. C'est encore une raison pour qu'il soit pris en charge par le plus grand nombre.

« L'autre politique », c'est donc à mon sens d'abord l'autre façon de vivre la démocratie. Non pas la démocratie réduite à un bulletin mis dans l'urne de temps à autre, puisque M. Giscard d'Estaing veut bien nous rendre pour deux dimanches de printemps le pouvoir qui lui fut confié voici sept ans et qu'il a confisqué tout au long de son mandat, mais une démocratie du quotidien, dans l'entreprise pour les travailleurs, dans la commune et la région pour les citoyens.

« L'autre politique », c'est l'autogestion. C'est — là encore — le slogan de François Mitterrand en 1974 : « La seule idée de la droite, garder le pouvoir. Mon premier projet, vous le rendre. »

C'est en fonction de cette conception du pouvoir et de la démocratie politique qu'il faut envisager la réponse aux questions répétées sur la majorité qui mettra en œuvre cette nouvelle page de l'histoire de France.

Qui voudra, en effet, qui osera rester à l'écart de cette grande entreprise ? Y aurait-il vraiment un appareil politique assez puissant et en même temps assez suicidaire pour se mettre en travers de l'accession au pouvoir du monde du travail et de la jeunesse, de la responsabilité enfin partagée, de la liberté retrouvée ? Je ne peux pas le croire.

Laissons donc parler et agir cette majorité nouvelle qui s'affirmera dans le secret de sa réflexion les 26 avril et 10 mai. C'est elle qui conduira le changement que la France, tout au long de ces sept ans, a vainellement attendu. Faisons-lui confiance. ●

MITTERRAND DE 1974 A 1981

LA campagne présidentielle de 1981 est-elle, comme certains l'affirment, un « remake » de celle de 1974 ? Ou est-elle profondément différente ?

Pour Valéry Giscard d'Estaing la différence est évidente : il a aujourd'hui à se défendre d'un bilan accablant alors qu'il y a sept ans, il avait réussi à se présenter comme un homme nouveau, jeune, compétent, à qui on pouvait faire confiance pour redresser l'économie française.

Pour François Mitterrand, les choses ont moins changé. S'il n'est plus, au premier tour, le candidat de toute la gauche, il reste celui de l'espoir, le seul capable de réaliser au second tour le rassemblement de toutes les forces populaires. La nouveauté se trouve peut-être dans le style et le contenu de sa campagne et on le comprend mieux en relisant le remarquable ouvrage que Sylvie Colliard a consacré à la campagne de Mitterrand en 1974 (1).

Celle-ci, souligne-t-elle, a été une campagne personnelle sur le plan de l'organisation, ce qui reléguait le Parti socialiste à un rôle second. Aujourd'hui, c'est au siège du Parti et non à la tour Montparnasse que travaille l'état-major de campagne et c'est le Parti lui-même qui fournit l'infrastructure sur le terrain.

La campagne de 1974, contrairement à celle de 1965, faisait déjà appel à des méthodes modernes de « marketing ». Sans doute le candidat a-t-il acquis depuis une plus grande maîtrise de l'audiovisuel ainsi que l'ont prouvé ses grandes prestations à la télévision et à la radio.

Enfin, notait déjà Sylvie Colliard, la campagne de Mitterrand en 1974 avait été très politique sur le plan du contenu. Le rappel des points forts du discours de l'époque est la meilleure vérification que le candidat socialiste poursuit avec obstination le même combat.

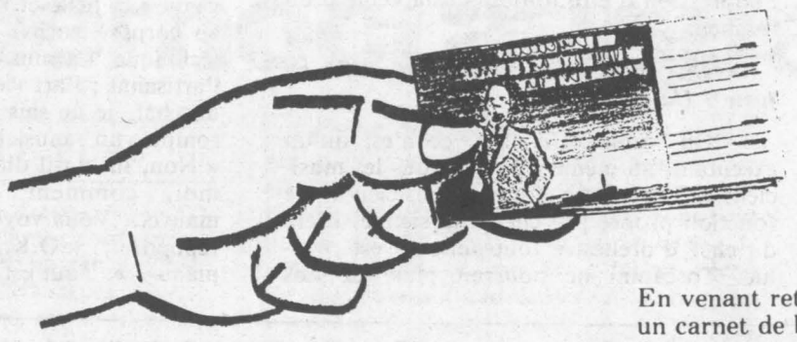
Parmi les nombreux documents publiés en annexe du livre de Sylvie Colliard, on trouve le texte manuscrit de la profession de foi de Mitterrand pour le deuxième tour de 1974. « On ne change pas les choses sans changer les hommes », écrivait-il. Il s'en est fallu alors de 400 000 voix sur 26 millions de votants. Rendez-vous le 10 mai.

C.E.

(1) « La Campagne présidentielle de François Mitterrand en 1974 » (Presses universitaires de France).

Faites ce geste pour la victoire.

Vous le savez, nous n'avons pas les moyens de Giscard.
Alors, pour gagner, nous avons besoin de vous.
Le geste à faire : renvoyer, avec votre versement,
le bon qui figure **ci-contre**
Mais vous pouvez faire plus.



En venant retirer dans votre section
un carnet de bons de souscription.
Ce geste-là, si vous êtes nombreux à le faire,
peut avoir une influence décisive
sur l'issue de notre combat. Nous comptons sur vous.

Nom ..... Prénom .....
Adresse .....
Je soutiens financièrement la campagne du Parti socialiste
Je verse ..... F
Chèque au nom de « Pierre JOXE - Campagne présidentielle »
Parti socialiste 10, rue de Solférino - 75333 Paris Cedex 07

Diffusion N.m.p.p. - Commission paritaire n° 52325